



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2007

FAITS SAILLANTS

- **Résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de 2,29 \$**
- **Rendement des capitaux propres de 28,9 %**
- **Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse)¹ de 63,2 %**
- **Ratio des fonds propres de première catégorie de 9,5 %**

(Toronto, Ontario – le 31 mai 2007) – La **Banque CIBC** (CM aux Bourses de Toronto et de New York) a annoncé un bénéfice net de 807 M\$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2007, en hausse par rapport à 585 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat dilué par action a atteint 2,27 \$, une progression comparativement à 1,63 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ a atteint 2,29 \$, contre 1,65 \$ à la même période de l'exercice précédent.

Pour le deuxième trimestre, le rendement des capitaux propres s'est établi à 28,9 %, une hausse en regard de 25,7 % au trimestre correspondant de 2006.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC était à 9,5 % au 30 avril 2007, contre 9,2 % l'exercice précédent.

Le résultat dilué par action de 2,27 \$ et le résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de 2,29 \$ du deuxième trimestre de 2007 ont été majorés des éléments suivants :

- un recouvrement d'impôts de 80 M\$ (0,24 \$ l'action) par suite de la résolution favorable d'une vérification fiscale de Marchés de détail CIBC;
- une reprise sur la provision générale pour pertes sur créances de 24 M\$ (17 M\$ après impôts, ou 0,05 \$ l'action);
- une reprise de 11 M\$ (0,03 \$ l'action) d'une partie de la provision pour moins-value relative à l'actif d'impôts futurs liés aux activités de la Banque CIBC aux États-Unis;
- un montant de 10 M\$ (7 M\$ après impôts ou 0,02 \$ l'action) en raison de l'incidence de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises.

Au deuxième trimestre de 2007, le bénéfice net, le résultat dilué par action et le résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de la Banque CIBC étaient en hausse par rapport au bénéfice net de 770 M\$, au résultat dilué par action de 2,11 \$ et au résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de 2,12 \$ du trimestre précédent, ce qui englobait plusieurs éléments d'importance qui, regroupés, représentaient une baisse du bénéfice de 0,06 \$ l'action.

Le point sur les priorités d'entreprise

«Nos solides résultats obtenus au deuxième trimestre traduisent les progrès soutenus réalisés par rapport à nos priorités et à notre objectif d'obtenir un rendement constant et durable», déclare Gerald T. McCaughey, président et chef de la direction.

1) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Solidité de l'entreprise

La grande priorité de la Banque CIBC est de maintenir et de rehausser la vigueur de ses activités essentielles.

Marchés de détail CIBC a enregistré des revenus de 2 189 M\$, une augmentation en regard de 2 151 M\$ au trimestre précédent et de 1 975 M\$ à la période correspondante de 2006. Au deuxième trimestre, le bénéfice net s'est établi à 583 M\$, en hausse de 35 % en regard de l'exercice précédent. La croissance des volumes, la réduction des impôts et taxes de même que l'acquisition d'une participation majoritaire dans FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) ont contribué à ce résultat.

Les résultats de Marchés de détail CIBC pour le deuxième trimestre de 2007 englobent les résultats consolidés de FirstCaribbean pour le deuxième trimestre. Le 2 février 2007, la Banque CIBC a annoncé l'acquisition d'une participation additionnelle de 8,5 % dans FirstCaribbean, afin de porter sa participation à environ 91,5 %.

Bien que le contexte canadien demeure concurrentiel, les activités de détail de la Banque CIBC maintiennent un bon rendement dans l'ensemble et demeurent bien positionnées sur le marché. Le segment Cartes de crédit de la Banque CIBC est le leader du marché canadien et continue de croître conformément aux attentes. Les prêts sur cartes administrés ont progressé de 10,6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les biens administrés de CIBC Wood Gundy ont excédé 120 G\$ pour le trimestre. Les actifs sous gestion détenus dans des fonds communs de placement et des comptes gérés se sont établis à 61,1 G\$ au cours du trimestre, en hausse de 9,7 % en comparaison de la même période de l'exercice précédent. La part de marché de la Banque CIBC a augmenté au cours du trimestre dans des secteurs clés comme ceux des prêts hypothécaires, des dépôts et des placements à terme fixe.

Dans le domaine du crédit personnel, l'accent mis par la Banque CIBC sur la qualité du crédit a engendré une diminution des pertes sur prêts par rapport à l'exercice précédent, mais aussi une croissance des revenus inférieure à celle du marché. La Banque CIBC s'attend à ce que, au fur et à mesure que les moyens pris pour améliorer son profil de risque feront effet, la croissance globale des revenus tirés de ses activités de crédit personnel reprenne et converge vers les niveaux sectoriels.

La stratégie de détail de la Banque CIBC au Canada est de devenir la principale institution financière d'un plus grand nombre de ses clients. Ce trimestre-ci, la Banque CIBC a continué d'investir dans les domaines du conseil, de l'accès et des solutions financières afin d'approfondir les relations avec ses clients :

- La Banque CIBC a annoncé le parachèvement d'un investissement majeur de 90 M\$ sur plusieurs années visant la mise à niveau du réseau de 3 800 guichets automatiques de la Banque CIBC à l'échelle du pays, de façon à offrir un meilleur accès aux personnes handicapées, un niveau de sécurité supérieur, ainsi que de nouvelles caractéristiques d'opérations.
- La Banque CIBC a annoncé une offre, pour un temps limité, de taux d'intérêt élevé pour les comptes d'épargne bonifiée CIBC nouvellement ouverts ou pour les comptes existants comportant un solde supérieur à 5 000 \$.
- Forte du succès du service Évaluation de la santé financière CIBC^{MC}, la Banque CIBC a lancé les Conseils Évaluation de santé financière CIBC qui renseignent les clients sur la façon d'atteindre leurs objectifs financiers, de choisir parmi les services financiers de la CIBC et d'en tirer le meilleur parti.

Marchés mondiaux CIBC a connu un autre trimestre solide. Les revenus de 726 M\$ étaient en baisse, comparativement à 784 M\$ au trimestre précédent mais en hausse, en regard de 607 M\$ au trimestre correspondant de 2006. Au deuxième trimestre, le bénéfice net s'est établi à 194 M\$, en hausse de 76 % en regard de l'exercice précédent.

Le rendement solide de Marchés mondiaux CIBC rend compte de la stabilité des relations avec la clientèle jumelée au maintien de l'équilibre et de la rigueur en matière de risque. Au Canada, Marchés mondiaux CIBC a agi à titre de conseiller, de souscripteur et d'émetteur principal pour le compte de Fortis Inc., dans le cadre de l'acquisition, pour un prix de 3,7 G\$, de l'entreprise de distribution de gaz Terasen Inc. à Kinder Morgan, la plus importante transaction de l'histoire canadienne visant une société de services publics de distribution intérieure. La Banque CIBC a ouvert un bureau bancaire d'investissement à Winnipeg, devenant ainsi la première banque canadienne d'importance à offrir une gamme complète de services bancaires personnels, de services bancaires commerciaux et de services bancaires financiers aux entreprises dans la capitale du Manitoba. Aux États-Unis, l'entreprise de financement immobilier de Marchés mondiaux CIBC a conclu, à titre de cosyndicataire chef de file et en collaboration avec J.P. Morgan Securities Inc., sa plus importante émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, une transaction de 3,9 G\$ US.

Pour atteindre sa combinaison des activités cible, la Banque CIBC investit de 25 % à 35 % du capital économique¹ de la banque dans ses activités de gros. Compte tenu que la composition des activités de gros s'est établie à 27 % au deuxième trimestre, la Banque CIBC a la capacité d'allouer des ressources financières supplémentaires à Marchés mondiaux CIBC.

Productivité

La deuxième priorité de la Banque CIBC est d'améliorer sa productivité.

L'objectif de la Banque CIBC en 2007 est de garder ses frais aux niveaux du quatrième trimestre de 2006, exclusion faite de l'acquisition de FirstCaribbean, en absorbant les hausses d'inflation normales dans ses coûts d'exploitation. Les frais ont augmenté au deuxième trimestre, passant de 1 943 M\$ au trimestre précédent à 1 976 M\$, en raison surtout de l'incidence de la consolidation d'un trimestre complet de résultats d'exploitation de FirstCaribbean. Les frais de la Banque CIBC pour le deuxième trimestre comprenaient des frais de 99 M\$ liés à FirstCaribbean, en comparaison de 33 M\$ au trimestre précédent. La hausse des frais de FirstCaribbean a été compensée en partie par le fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins.

Le coefficient d'efficacité de la Banque CIBC s'est amélioré au deuxième trimestre, passant à 64,8 % comparativement à 66,1 % pour la même période de 2006. Le coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)¹ a progressé à 63,2 % au deuxième trimestre, contre 64,9 % il y a un an.

«Les résultats de notre deuxième trimestre traduisent l'équilibre que nous recherchons entre le resserrement des frais et la croissance des revenus, poursuit M. McCaughey. Nous sommes convaincus que l'incidence de meilleurs revenus découlant d'investissements réguliers dans nos activités essentielles et le contrôle continu des frais constituent les moyens les plus équilibrés de continuer à améliorer la productivité.»

Solidité du bilan et utilisation des fonds propres

La troisième priorité de la Banque CIBC est la solidité du bilan et l'utilisation des fonds propres. Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC de 9,5 % reste supérieur à son objectif à moyen terme de 8,5 %. Sur le plan de l'utilisation des fonds propres, la Banque CIBC projette d'abord d'investir dans ses activités essentielles, puis d'évaluer les autres possibilités de déploiement des fonds propres.

«L'acquisition de FirstCaribbean étant maintenant parachevée, la Banque CIBC envisagera d'autres possibilités de croissance internationale, tant par l'expansion interne de FirstCaribbean que par des acquisitions stratégiques additionnelles, ajoute M. McCaughey. La Banque CIBC évaluera ces possibilités en fonction du rendement du capital pour ses actionnaires.»

Au cours du trimestre, la Banque CIBC a annoncé son intention de racheter jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires, dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités venant à échéance le 31 octobre 2007.

Les dividendes sont importants dans la gestion des fonds propres de la Banque CIBC. Le ratio dividendes/bénéfice de la Banque CIBC pour le trimestre de 33,7 %, en hausse par rapport à 32,9 % au trimestre précédent, demeure inférieur à l'objectif à moyen terme de 40 % à 50 %.

1) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Apporter davantage aux collectivités

La Banque CIBC demeure engagée à apporter davantage aux collectivités dans lesquelles nous vivons et travaillons.

En février, une équipe de 22 personnes, composée d'employés de la Banque CIBC, de membres de leur famille et d'amis, a participé à la Conquête du sommet pour la vie CIBC Wood Gundy 2007. Le groupe a escaladé le plus haut sommet d'Afrique, le mont Kilimanjaro, et recueilli plus de 520 000 \$ au profit de la Fondation canadienne du cancer du sein (FCCS).

En mars, la Banque CIBC a agi à titre de commanditaire principal lors de la remise des Prix nationaux d'excellence décernés aux Autochtones qui a eu lieu à Edmonton. En 2006, la Banque CIBC a investi plus de 900 000 \$ dans des programmes nationaux et locaux qui viennent en aide à la communauté autochtone.

En avril, la Banque CIBC et la FCCS ont reçu le prix du succès durable du Conseil canadien sur la commandite, en reconnaissance de programmes de marketing de la commandite faisant état des niveaux supérieurs de responsabilité, d'efficacité et du rendement des investissements constatés sur une période de trois ans ou plus.

«J'aimerais remercier nos employés qui ont donné leur énergie, leur temps et leur généreux soutien à ces campagnes», conclut M. McCaughey.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de John Ferren, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416 980-2088. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416 980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications financières et Communications avec les investisseurs, au 416 980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC s'appuient sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC pour leur attestation du rapport financier du deuxième trimestre et des procédures et contrôles. Le chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du deuxième trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

Table des matières

4	Un mot sur les énoncés prospectifs	17	Siège social et autres
5	Points saillants financiers du deuxième trimestre	18	Gestion du risque
6	Vue d'ensemble	21	Divers
8	Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière	23	Mesures non conformes aux PCGR
13	Marchés de détail CIBC	26	États financiers consolidés intermédiaires
15	Marchés mondiaux CIBC	31	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle 2006. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 31 mai 2007. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 142 et 143 de notre Reddition de comptes annuelle 2006.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations dans les sections «Le point sur les priorités d'entreprise», «Perspectives» et «Revue de l'état des résultats consolidé – Impôts sur les bénéficiaires» du présent rapport et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2007 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «compter», «estimer» et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section «Perspectives» du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous sommes en exploitation; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne soit pas atteint; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

	Aux dates indiquées et pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées et pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Non vérifié					
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action					
- bénéfice de base	2,29 \$	2,13 \$	1,65 \$	4,42 \$	3,28 \$
- bénéfice de base (comptabilité de caisse) ¹	2,32	2,14	1,66	4,46	3,31
- bénéfice dilué	2,27	2,11	1,63	4,37	3,25
- bénéfice dilué (comptabilité de caisse) ¹	2,29	2,12	1,65	4,41	3,28
- dividendes	0,77	0,70	0,68	1,47	1,36
- valeur comptable	32,67	31,85	26,61	32,67	26,61
Cours de l'action					
- haut	104,00	102,00	86,00	104,00	86,00
- bas	97,70	88,96	77,95	88,96	72,90
- clôture	97,70	100,88	82,75	97,70	82,75
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
- moyen de base	337 320	336 486	335 147	336 896	334 745
- moyen dilué	340 613	339 942	338 544	340 272	338 117
- à la fin de la période	337 487	337 139	335 519	337 487	335 519
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	32 972 \$	34 011 \$	27 764 \$	32 972 \$	27 764 \$
Mesures de valeur					
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)	11,4	12,7	négl.	11,4	négl.
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	3,2 %	2,8 %	3,4 %	3,0 %	3,3 %
Ratio dividendes/bénéfice	33,7 %	32,9 %	41,4 %	33,3 %	41,5 %
Cours/valeur comptable	2,99	3,17	3,11	2,99	3,11
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Total des revenus	3 050 \$	3 091 \$	2 777 \$	6 141 \$	5 635 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	166	143	138	309	304
Frais autres que d'intérêts	1 976	1 943	1 836	3 919	3 713
Bénéfice net	807	770	585	1 577	1 165
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	64,8 %	62,9 %	66,1 %	63,8 %	65,9 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BE) ¹	63,2 %	61,5 %	64,9 %	62,3 %	64,6 %
Rendement des capitaux propres	28,9 %	27,1 %	25,7 %	28,0 %	25,6 %
Marge d'intérêts nette	1,36 %	1,33 %	1,47 %	1,34 %	1,53 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts	1,55 %	1,52 %	1,71 %	1,54 %	1,79 %
Rendement de l'actif moyen	1,02 %	0,97 %	0,83 %	0,99 %	0,82 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	1,16 %	1,10 %	0,97 %	1,13 %	0,95 %
Rendement total pour les actionnaires	(2,4) %	16,0 %	4,4 %	13,2 %	16,5 %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	100 204 \$	108 482 \$	90 295 \$	100 204 \$	90 295 \$
Prêts et acceptations	164 797	159 530	145 826	164 797	145 826
Total des actifs	326 580	322 608	290 721	326 580	290 721
Dépôts	221 169	223 625	193 503	221 169	193 503
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	11 025	10 736	8 929	11 025	8 929
Actif moyen	326 088	316 122	288 428	321 023	287 030
Actif productif d'intérêts moyen	285 127	276 799	248 198	280 895	246 709
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	10 964	10 474	8 803	10 715	8 641
Biens administrés	1 165 585	1 122 184	1 027 927	1 165 585	1 027 927
Mesures de la qualité du bilan					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	8,7 %	8,7 %	7,8 %	8,7 %	7,8 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	127,2 \$	124,1 \$	115,1 \$	127,2 \$	115,1 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,5 %	9,6 %	9,2 %	9,5 %	9,2 %
Ratio du total des fonds propres	14,1 %	14,1 %	13,7 %	14,1 %	13,7 %
Autres renseignements					
Ratio détail/gros ²	73 % / 27 %	74 % / 26 %	74 % / 26 %	73 % / 27 %	74 % / 26 %
Effectif permanent	40 488	40 559	36 741	40 488	36 741

1) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

2) Les activités de détail comprennent Marchés de détail CIBC et le Groupe Entreprises (inclus dans Marchés mondiaux CIBC). Les activités de gros englobent Marchés mondiaux CIBC, à l'exclusion du Groupe Entreprises. Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période. Pour de plus amples précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR à la page 37 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

négl. – négligeable en raison de la perte nette sur la période de 12 mois.

Vue d'ensemble

La CIBC est l'une des principales institutions financières nord-américaines. Par l'intermédiaire de nos deux secteurs d'activité stratégiques distincts, à savoir Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC, nous fournissons un éventail complet de produits et de services à plus de 11 millions de particuliers et de PME, et répondons aux besoins financiers de grandes entreprises et de clients institutionnels.

Conjoncture de l'économie et du marché

Au cours du premier trimestre de l'année civile 2007, la croissance économique a été plus soutenue au Canada qu'aux États-Unis. Aux États-Unis, les dépenses de consommation sont demeurées vigoureuses, mais les exportations, les dépenses en capital et le secteur de la construction résidentielle ont été au ralenti. Le Canada a pu tirer profit des gains réalisés dans les secteurs des mines et de l'énergie, et les mises en chantier sont demeurées stables. Ces facteurs ont contribué à la vitalité du marché de l'emploi qui a soutenu le volume des prêts de détail. Les marchés canadiens des actions ont conservé leur vigueur, alimentée par une forte croissance des bénéfices et des activités de fusion soutenues, faisant en sorte que les actions produisent de solides revenus. La courbe de rendement est demeurée aplatie selon une perspective historique, malgré une inflation de base sensiblement plus élevée au Canada. Certaines marges sur les obligations de sociétés se sont amplifiées à l'égard d'un nombre croissant de perspectives d'acquisition par emprunt, ce qui a eu une incidence négative sur nos activités de négociation de titres à revenu fixe.

Rendement financier

Le bénéfice net s'établit à 807 M\$ pour le trimestre, en regard de 585 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 770 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2007 s'est fixé à 1 577 M\$, comparativement à 1 165 M\$ pour la période correspondante de 2006.

Le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres ont atteint respectivement 2,27 \$ et 28,9 %, contre 1,63 \$ et 25,7 % pour le même trimestre de 2006 et 2,11 \$ et 27,1 % pour le trimestre précédent. Le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres du semestre terminé le 30 avril 2007 se sont fixés à respectivement 4,37 \$ et 28,0 % en comparaison de 3,25 \$ et 25,6 % pour la même période de 2006.

Le résultat dilué par action¹ a atteint 2,29 \$, comparativement à 1,65 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 2,12 \$ pour le trimestre précédent. Le résultat dilué par action¹ pour le semestre terminé le 30 avril 2007 s'est fixé à 4,41 \$, par rapport à 3,28 \$ pour la même période de 2006.

1) Basé sur le bénéfice net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires avant amortissement et des autres actifs incorporels. Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Nos résultats pour les périodes considérées ont été touchés par les facteurs suivants :

Deuxième trimestre de 2007

- Des recouvrements et des reprises d'impôts sur les bénéfices favorables de 91 M\$;
- Une reprise de 24 M\$ (17 M\$ après impôts) sur la provision générale pour pertes sur créances;
- Un montant de 10 M\$ (7 M\$ après impôts) en raison de l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises.

Premier trimestre de 2007

- Un montant de 6 M\$ (4 M\$ après impôts) en raison de l'incidence négative de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises.

Deuxième trimestre de 2006

- Un recouvrement d'impôts favorable de 35 M\$;
- Une reprise sur la provision générale pour pertes sur créances de 25 M\$ (16 M\$ après impôts);
- Un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts) en raison de l'incidence négative de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises;
- Un montant de 11 M\$ (7 M\$ après impôts) en raison de l'incidence négative d'un rajustement comptable unique à l'égard des frais de paiement anticipé de prêts hypothécaires.

Comparaison avec le deuxième trimestre de 2006

Le bénéfice net a augmenté de 222 M\$, ou 38 %. La hausse des revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit, et des revenus de trésorerie, la croissance du volume des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires ainsi que l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean (présentée à la page 10) ont contribué à l'augmentation du bénéfice. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par l'augmentation de la rémunération liée au rendement, le rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail et l'accroissement de la provision pour pertes sur créances. En outre, les données de ce trimestre-ci ont profité de la hausse des recouvrements et des reprises d'impôts mentionnés précédemment. Les impôts sur les bénéfices ont également diminué en raison d'une augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés.

Comparaison avec le premier trimestre de 2007

Le bénéfice net a grimpé de 37 M\$, ou 5 %, essentiellement en raison des recouvrements et des reprises d'impôts susmentionnés. Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et les participations sans contrôle ont diminué de 97 M\$, ou 10 %, principalement en raison de la baisse des revenus des marchés financiers et du fait que le trimestre comptait trois jours de moins. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par la hausse de revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit, et des revenus de trésorerie ainsi que l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean. L'augmentation de la provision pour pertes sur créances a été en partie atténuée par la reprise sur la provision générale susmentionnée.

Comparaison avec le semestre terminé le 30 avril 2006

Le bénéfice net a augmenté de 412 M\$, ou 35 %. L'accroissement des revenus dans la plupart des secteurs d'activité de Marchés mondiaux CIBC et la hausse des revenus de trésorerie ont contribué à l'augmentation du bénéfice net. La croissance du volume des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires a été neutralisée par le rétrécissement des marges sur les produits de prêts au détail. L'acquisition de FirstCaribbean a également entraîné la hausse du bénéfice. Par suite de l'augmentation des revenus, la rémunération liée au rendement a été plus élevée. Les données de cette période-ci ont profité de la hausse des recouvrements et des reprises d'impôts mentionnés précédemment. Les impôts sur les bénéfices ont également diminué en raison d'une augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés.

Perspectives

Les perspectives économiques laissent entrevoir une croissance modérée au cours des prochains trimestres alors que les taux d'intérêt devraient demeurer relativement stables; néanmoins, on prévoit un léger ralentissement du marché de la construction résidentielle au Canada et une croissance modeste des dépenses de consommation. Les marges sur les produits devraient demeurer stables. Les prêts hypothécaires, les prêts et les soldes de cartes de crédit devraient continuer à croître à un taux de croissance comparable à celui atteint récemment.

Les activités de Services bancaires d'investissement et de Marchés financiers sont difficiles à prévoir; en revanche, la liquidité des marchés et les activités de fusions et d'acquisitions devraient demeurer robustes. À notre avis, il est peu probable que le nombre record de nouvelles émissions observé au cours du trimestre considéré se poursuive au cours des troisième et quatrième trimestres. D'une façon générale, le cycle de crédit devrait demeurer favorable à court terme, mais, il est peu probable que le faible niveau actuel des taux de défaillance des entreprises se maintienne à long terme, en particulier en raison de la hausse des activités d'acquisition par emprunt à l'échelle mondiale.

Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière

Revue de l'état des résultats consolidé

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenu net d'intérêts	1 079 \$	1 059 \$	1 036 \$	2 138 \$	2 184 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 971	2 032	1 741	4 003	3 451
Total des revenus	3 050	3 091	2 777	6 141	5 635
Dotation à la provision pour pertes sur créances	166	143	138	309	304
Frais autres que d'intérêts	1 976	1 943	1 836	3 919	3 713
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	908	1 005	803	1 913	1 618
Impôts sur les bénéfices	91	231	190	322	428
Participations sans contrôle	10	4	28	14	25
Bénéfice net	807 \$	770 \$	585 \$	1 577 \$	1 165 \$

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 43 M\$, ou 4 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean et de la hausse des volumes des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des coûts de financement des activités de négociation et le rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail.

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 20 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de l'acquisition de FirstCaribbean, contrebalancée en partie par le fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Le revenu net d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2007 a diminué de 46 M\$, soit 2 %, comparativement à la période correspondante de 2006, en grande partie en raison de l'augmentation des coûts de financement des activités de négociation et du rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail. Ces facteurs ont été en partie compensés par l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean et la croissance des volumes des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts s'est inscrit en hausse de 230 M\$, soit 13 %, en regard du même trimestre de 2006, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des gains, déduction faite des baisses de valeur sur des valeurs disponibles à la vente (classées en 2006 comme des valeurs du compte de placement et des placements dans des sociétés en commandite). Le revenu tiré des instruments financiers désignés à la juste valeur (dont la plupart ont été classés comme détenus à des fins de transaction en 2006) et la hausse des honoraires de prise ferme et de consultation et des commissions sur crédit ont également contribué à la hausse. Par ailleurs, les pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises ont diminué. Le revenu de change de 47 M\$ découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères autres

qu'américaines était inclus dans le deuxième trimestre de 2006.

Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 61 M\$, ou 3 %, comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des activités de négociation et de la diminution des revenus tirés des opérations de couverture portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA). Ces facteurs ont été compensés en partie par la diminution des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Le revenu autre que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2007 s'est accru de 552 M\$, ou 16 %, par rapport à la période correspondante de 2006, surtout en raison de la hausse des gains, déduction faite de la baisse de valeur sur des valeurs disponibles à la vente, et de l'accroissement des activités de négociation. Le revenu tiré des instruments financiers désignés à la juste valeur et la hausse des honoraires de prise ferme et de consultation et du revenu tiré des fonds communs de placement ont également contribué à l'accroissement. La période précédente incluait un revenu de change de 47 M\$ lié au rapatriement susmentionné.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a monté de 28 M\$, ou 20 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des recouvrements, contrebalancée en partie par la baisse des pertes dans le portefeuille des prêts aux grandes entreprises. La hausse des pertes dans le portefeuille des cartes a été en grande partie compensée par des améliorations au portefeuille de crédit personnel non garanti.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a monté de 23 M\$, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des recouvrements, contrebalancée en partie par la baisse des pertes dans le portefeuille des prêts aux grandes entreprises. Les pertes dans les portefeuilles des cartes et des prêts aux PME se sont accrues. Le trimestre précédent a profité d'une reprise de 24 M\$ de la provision générale.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2007 a augmenté de 5 M\$, ou 2 %, en regard de la même période de 2006. Les reprises et les recouvrements ont diminué dans le portefeuille des prêts aux grandes entreprises. Les améliorations dans le portefeuille de crédit personnel non garanti ont été contrebalancées en partie par la hausse des pertes dans le portefeuille des cartes.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 140 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 206 M\$, ou 6 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2007 par rapport à la même période de 2006. Cette augmentation s'explique surtout par l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean et de la hausse de la rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 33 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent en raison de

l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean, compensée en partie par la baisse des frais liés aux DPVA et par le fait que le trimestre comptait trois jours de moins. Les frais du trimestre considéré comprenaient 99 M\$ liés à FirstCaribbean, en regard de 33 M\$ pour le trimestre précédent.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 99 M\$, ou 52 %, par rapport au même trimestre de 2006 et de 106 M\$, ou 25 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2007 comparativement à la même période de 2006. Le trimestre considéré a profité d'un recouvrement d'impôts de 80 M\$ lié à la résolution favorable d'une vérification fiscale de Marchés de détail CIBC et d'une reprise de 11 M\$ sur une partie de la provision pour moins-value relative à l'actif d'impôts futurs de nos activités américaines. L'augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés a également contribué à la diminution. Le deuxième trimestre de 2006 incluait une charge d'impôts de 47 M\$ liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères autres qu'américaines et un recouvrement d'impôts de 35 M\$ se rapportant à la résolution favorable d'une vérification fiscale de Marchés de détail CIBC.

La diminution de 140 M\$, ou 61 %, des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par le recouvrement d'impôts et la reprise de la provision pour moins-value susmentionnés et la diminution des bénéfices.

Le taux d'imposition réel s'est élevé à 10,0 % pour le trimestre en regard de 23,7 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 23,0 % pour le trimestre précédent. Le taux d'imposition réel pour le semestre terminé le 30 avril 2007 s'est élevé à 16,8 % en regard de 26,5 % pour la même période de 2006.

Le taux d'imposition réel rajusté et la base d'imposition équivalente (BIE) pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 (à l'exclusion du recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 80 M\$ et de la reprise de la provision pour moins-value de 11 M\$) se sont élevés respectivement à 20,0 %¹ et à 24,5 %¹.

Bien que les taux varient d'un trimestre à l'autre, nous estimons actuellement que le taux d'imposition réel durable rajusté se situera entre 20 % et 23 %, et que le taux d'imposition BIE durable rajusté se situera entre 24 % et 27 %. Ces taux sont déterminés en fonction des bénéfices estimatifs dans différentes administrations dans l'année et en fonction des taux d'imposition en vigueur prévus dans ces administrations. L'incidence des éléments non récurrents est exclue.

Participations sans contrôle

Les participations sans contrôle ont diminué de 18 M\$, ou 64 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 11 M\$, ou 44 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2007 comparativement à la même période de 2006. La diminution s'explique par la déconsolidation d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) au troisième trimestre de 2006, contrebalancée en partie par l'acquisition d'une participation majoritaire dans FirstCaribbean.

Les participations sans contrôle ont augmenté de 6 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence de la consolidation de trois mois complets de FirstCaribbean. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par l'achat d'une participation additionnelle de 8,5 % dans FirstCaribbean le 2 février 2007.

Revue du bilan consolidé

BILAN CONSOLIDÉ CONDENSÉ		
En millions de dollars, au	30 avril 2007	31 octobre 2006
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	16 441 \$	11 853 \$
Valeurs mobilières	83 763	83 498
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	30 916	25 432
Prêts	156 520	145 625
Instruments dérivés à la valeur marchande	17 233	17 122
Autres actifs	21 707	20 454
Total des actifs	326 580 \$	303 984 \$
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	221 169 \$	202 891 \$
Instruments dérivés à la valeur marchande	17 224	17 330
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat	45 515	44 221
Autres passifs	22 144	21 013
Titres secondaires	6 011	5 595
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	161	12
Capitaux propres	13 756	12 322
Total des passifs et des capitaux propres	326 580 \$	303 984 \$

Actif

Au 30 avril 2007, l'actif total était de 22,6 G\$, ou 7 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2006.

L'encaisse et les dépôts auprès d'autres banques ont progressé en raison l'acquisition de FirstCaribbean et des exigences de financement courant de la trésorerie.

La croissance des valeurs découlant de l'acquisition de FirstCaribbean a été essentiellement contrebalancée par la diminution des valeurs du compte de négociation dans notre secteur des services bancaires de gros et traduit les activités de négociation normales.

La hausse des valeurs empruntées ou achetées en vertu de conventions de revente reflète principalement les activités normales de nos clients.

La hausse des prêts s'explique en majeure partie par l'acquisition de FirstCaribbean. Le volume des prêts hypothécaires à l'habitation (déduction faite des titrisations) et des cartes s'est également accru.

La valeur marchande des instruments dérivés s'est appréciée surtout en raison du reclassement des

1) Pour plus de précisions, se reporter à la section Mesures non-conformes aux PCGR.

instruments dérivés de couverture qui ne sont plus comptabilisés comme d'autres actifs en vertu des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers (pour plus de détails, se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires), contrebalancé en partie par une diminution de la valeur marchande des dérivés de négociation découlant de la faiblesse de la devise américaine.

Les autres actifs ont augmenté surtout à cause d'une augmentation des acceptations, et de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels acquis par suite de l'acquisition de FirstCaribbean. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par le reclassement des instruments dérivés de couverture en instruments dérivés à la valeur marchande et par le reclassement du placement dans des sociétés en commandite en valeurs disponibles à la vente, effectués en vertu des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers. Par ailleurs, depuis que nous détenons une participation majoritaire, notre investissement dans FirstCaribbean ne figure plus parmi les autres actifs.

Passif

Au 30 avril 2007, le passif total était de 21,2 G\$, ou 7 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2006.

La hausse des dépôts s'explique en majeure partie par l'acquisition de FirstCaribbean et la croissance des volumes des dépôts liée aux exigences de capitalisation et aux activités normales des clients.

La valeur marchande des instruments dérivés a diminué surtout en raison de la diminution de la valeur marchande des dérivés de négociation découlant de la faiblesse de la devise américaine, compensée en partie par le reclassement des instruments dérivés de couverture qui ne sont plus comptabilisés comme d'autres passifs en vertu des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers.

La hausse des engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat découle principalement de l'acquisition de FirstCaribbean et de l'augmentation normale des activités de nos clients et de financement de la trésorerie.

Les autres passifs ont progressé surtout en raison d'une augmentation des acceptations, contrebalancée en partie par le reclassement déjà mentionné des dérivés de couverture.

La progression des titres secondaires a été induite essentiellement par l'acquisition de FirstCaribbean et le changement dans la juste valeur de débentures couvertes par suite de la mise en application des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers.

La hausse des participations sans contrôle représente essentiellement la participation minoritaire dans FirstCaribbean.

Capitaux propres

Les capitaux propres étaient en hausse de 1,4 G\$, ou 12 %, au 30 avril 2007 par rapport au 31 octobre 2006, surtout en raison d'une augmentation des bénéfices non répartis et des actions privilégiées.

FirstCaribbean International Bank

Le 22 décembre 2006, nous avons obtenu le contrôle de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) en faisant l'acquisition auprès de Barclays Bank PLC (Barclays) d'une participation supplémentaire de 39,3 % (l'acquisition de FirstCaribbean). Par suite de cette opération, nous détenons environ 83,0 % des actions ordinaires de FirstCaribbean, les actions ordinaires restantes étant détenues par Barclays et par d'autres actionnaires minoritaires. L'opération a été effectuée au cours de 1,62 \$ US l'action, plus les dividendes à recevoir, pour une valeur totale de 989 M\$ US (1 153 M\$), versée au comptant à Barclays. En outre, nous avons engagé des frais d'opération, déduction faite des impôts et des taxes, de 7 M\$ US (8 M\$).

Le 2 février 2007, par suite d'une offre publique de rachat au même prix visant le reste des actions ordinaires détenues par Barclays et les autres actionnaires minoritaires, nous avons acquis une participation additionnelle de 8,5 % dans FirstCaribbean pour une contrepartie supplémentaire au comptant de 212 M\$ US (250 M\$), ce qui a porté notre participation totale à 91,5 %. En outre, nous avons engagé des frais d'opération additionnels, déduction faite des impôts et des taxes, de 2 M\$ US (2 M\$).

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Passifs éventuels

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des activités. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action, pour les trois mois terminés le	2007			2006			2005	
	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juillet	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juillet
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 189 \$	2 151 \$	2 046 \$	2 038 \$	1 975 \$	2 068 \$	2 063 \$	2 025 \$
Marchés mondiaux CIBC	726	784	697	677	607	679	964	929
Siège social et autres	135	156	147	111	195	111	399	201
Total des revenus	3 050	3 091	2 890	2 826	2 777	2 858	3 426	3 155
Dotation à la provision pour pertes								
sur créances	166	143	92	152	138	166	170	199
Frais autres que d'intérêts	1 976	1 943	1 892	1 883	1 836	1 877	2 060	4 854
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations								
sans contrôle	908	1 005	906	791	803	815	1 196	(1 898)
Impôts sur les bénéfices	91	231	87	125	190	238	436	(106)
Participations sans contrôle	10	4	-	4	28	(3)	32	115
Bénéfice net (perte nette)	807 \$	770 \$	819 \$	662 \$	585 \$	580 \$	728 \$	(1 907) \$
Par action - bénéfice de base (perte de base)	2,29 \$	2,13 \$	2,34 \$	1,88 \$	1,65 \$	1,64 \$	2,08 \$	(5,77) \$
- bénéfice dilué (perte diluée) ¹	2,27 \$	2,11 \$	2,32 \$	1,86 \$	1,63 \$	1,62 \$	2,06 \$	(5,77) \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution des bénéfices. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activités sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

Revenus

Les revenus de Marchés de détail CIBC ont progressé au cours des premier et deuxième trimestres de 2007 grâce à l'acquisition de FirstCaribbean. La fermeté soutenue des cartes et des dépôts a également contribué à la croissance des revenus au cours des derniers trimestres. Le nombre réduit de jours a contribué à la diminution des revenus aux deuxièmes trimestres de 2007 et de 2006.

Les revenus de Marchés mondiaux CIBC sont influencés en grande partie par les activités des marchés financiers et des dessaisissements de Services de banque d'affaires. L'accroissement des volumes sur les marchés financiers a engendré des revenus supérieurs au premier trimestre de 2007. La hausse des gains de Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur, a contribué à l'augmentation des revenus au cours des troisième et quatrième trimestres de 2005.

Les revenus de Siège social et autres subissent l'incidence des éléments importants non compris dans les autres secteurs d'activité. Les revenus du troisième trimestre de 2006 sont moindres à cause de la déconsolidation d'une EDDV. Les revenus de change découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères ont engendré une

augmentation des revenus au deuxième trimestre de 2006 et au quatrième trimestre de 2005. Les revenus ont progressé au troisième trimestre de 2005 en raison des revenus accrus d'une EDDV consolidée.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit en général et du rendement du crédit dans le portefeuille de prêts. Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté aux premier et deuxième trimestres de 2007 surtout en raison de la hausse des pertes dans le portefeuille des cartes. Toutefois, les provisions sont inférieures à celles des trimestres précédents de 2005 grâce à la proportion accrue de produits de crédit personnel garanti. Les recouvrements du siège social ont diminué au cours du trimestre considéré. Le haut niveau des recouvrements et des reprises dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises ne devrait pas se maintenir. Le trimestre considéré, les quatrième trimestres de 2006 et de 2005 et le deuxième trimestre de 2006 comprenaient des reprises de la provision générale.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué au cours des récents trimestres en raison de notre initiative en matière de productivité. L'acquisition de FirstCaribbean et la rémunération liée au rendement plus élevée ont contribué à la hausse des frais aux premier et deuxième trimestres de 2007. Les indemnités de cessation d'emploi ont monté au quatrième trimestre de 2005. Le troisième trimestre de 2005 comprenait des provisions pour affaires judiciaires liées à Enron et pour le règlement relatif aux fonds de couverture.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices varient selon les fluctuations des bénéfices assujettis aux impôts et les administrations dans lesquelles les bénéfices sont gagnés. Ils peuvent également subir l'incidence d'éléments importants. Les recouvrements d'impôts liés à la résolution favorable de diverses vérifications fiscales et la diminution des éventualités d'impôts ont été inclus dans le trimestre considéré, les trois derniers trimestres de 2006 et le quatrième trimestre de 2005. La charge d'impôts liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères est également comprise dans le deuxième trimestre de 2006 et le quatrième trimestre de 2005. La provision pour les litiges relatifs à Enron a donné lieu à une économie d'impôts au troisième trimestre de 2005.

Participations sans contrôle

Les participations sans contrôle ont augmenté au cours du trimestre en raison de la consolidation de trois mois complets de FirstCaribbean. Au cours des trois premiers trimestres de 2006, nous avons procédé à la déconsolidation de certaines EDDV, ce qui a entraîné la réduction des participations sans contrôle. Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons fait l'acquisition de la participation sans contrôle restante dans INTRIA Items Inc. Le troisième trimestre de 2005 tenait compte de revenus supérieurs des EDDV consolidées.

Marchés de détail CIBC

Marchés de détail CIBC comprend les activités de détail et de gestion des avoirs de la CIBC. Nous offrons une gamme complète de produits et services financiers à des particuliers et des PME, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels partout dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janv. 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenus					
Services bancaires personnels et PME	501 \$	517 \$	490 \$	1 018 \$	1 000 \$
Service Impérial	232	237	227	469	457
Courtage de détail	306	314	319	620	616
Cartes	360	371	337	731	684
Prêts hypothécaires et crédit personnel	361	389	357	750	770
Gestion d'actifs	112	111	108	223	215
FirstCaribbean ²	150	50	-	200	-
Divers	167	162	137	329	301
Total des revenus	2 189	2 151	1 975	4 340	4 043
Dotation à la provision pour pertes sur créances	182	153	180	335	360
Frais autres que d'intérêts	1 353	1 288	1 237	2 641	2 482
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	654	710	558	1 364	1 201
Impôts sur les bénéfices	64	176	126	240	331
Participations sans contrôle	7	4	-	11	-
Bénéfice net	583 \$	530 \$	432 \$	1 113 \$	870 \$
Coefficient d'efficacité	61,8 %	59,9 %	62,6 %	60,8 %	61,4 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE) ³	61,3 %	59,7 %	62,6 %	60,6 %	61,4 %
Rendement des capitaux propres ³	52,9 %	55,0 %	47,0 %	53,9 %	46,4 %
Bénéfice économique ³	442 \$	405 \$	312 \$	847 \$	624 \$
Effectif permanent	27 266	27 254	23 108	27 266	23 108

- 1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.
- 2) Conformément à nos autres activités, les revenus comprennent le rendement du capital et les charges de financement internes.
- 3) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 151 M\$, ou 35 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus ont augmenté en raison de l'acquisition de FirstCaribbean, de la croissance du volume des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, et de la hausse des revenus de trésorerie répartis, contrebalancées en partie par le rétrécissement des marges sur les produits de prêt. Les frais autres que d'intérêts ont été plus élevés en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. Le trimestre considéré a bénéficié d'un recouvrement d'impôts de 80 M\$ en regard d'un recouvrement d'impôts de 35 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les deux recouvrements étant liés à la résolution favorable de vérifications fiscales.

Le bénéfice net a augmenté de 53 M\$, ou 10 %, en regard du trimestre précédent. Les revenus ont progressé en raison de l'acquisition de FirstCaribbean, contrebalancée en

partie par le fait que le trimestre comptait trois jours de moins. Les frais autres que d'intérêts ont été plus élevés principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. Le trimestre considéré a profité du recouvrement d'impôts susmentionné.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2007 s'est accru de 243 M\$, ou 28 %, en regard de la période correspondante de 2006. L'augmentation des revenus a surtout découlé de l'acquisition de FirstCaribbean, de la croissance du volume des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, et de la hausse des revenus de trésorerie répartis, contrebalancées en partie par le rétrécissement des marges sur les produits de prêt. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté surtout en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. La période considérée et les périodes antérieures ont bénéficié des recouvrements d'impôts susmentionnés.

Revenus

Les revenus de FirstCaribbean sont inclus à partir de la date d'acquisition du 22 décembre 2006. Avant cette date, FirstCaribbean était comptabilisée à la valeur de consolidation et les revenus étaient compris dans le poste Divers.

Les revenus ont progressé de 214 M\$, ou 11 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont augmenté de 11 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes. Le rétrécissement des marges sur les placements à terme fixe a été en grande partie compensé par l'amélioration des marges sur dépôts.

La diminution de 13 M\$ des revenus du Courtage de détail s'explique par la réduction des commissions de négociation et des nouvelles émissions, neutralisée en partie par la montée des revenus d'honoraires.

Les revenus du segment Cartes ont fait un bond de 23 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes, partiellement contrebalancée par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont augmenté de 4 M\$, en raison de la hausse des revenus tirés des frais et de la croissance des volumes des prêts hypothécaires, en grande partie contrebalancées par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Divers ont augmenté de 30 M\$ surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus se sont accrus de 38 M\$, ou 2 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME, de Service Impérial et du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont diminué en raison du fait que le trimestre comptait trois jours de moins et du rétrécissement des marges.

Le fléchissement de 8 M\$ des revenus du Courtage de détail est principalement attribuable au ralentissement des

nouvelles émissions et à la baisse des commissions de négociation.

Les revenus du segment Cartes ont reculé de 11 M\$, principalement en raison de la baisse des revenus tirés des frais et du fait que le trimestre comptait trois jours de moins, contrebalancés en partie par l'amélioration des marges.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, les revenus ont augmenté de 297 M\$, ou 7 %, en regard de la même période de 2006.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont augmenté de 18 M\$ en raison de la croissance des volumes. L'amélioration des marges sur dépôts a été en grande partie contrebalancée par le rétrécissement des marges sur les placements à terme fixe.

Les revenus de Service Impérial ont augmenté de 12 M\$, principalement en raison de la hausse des revenus tirés de la vente de produits de placement.

Les revenus du Courtage de détail se sont accrus de 4 M\$, ce qui s'explique par la hausse des revenus tirés des frais découlant de la croissance de la valeur des actifs, contrebalancée principalement par la diminution des commissions de négociation.

Les revenus du segment Cartes ont fait un bond de 47 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes et des revenus tirés des frais, partiellement contrebalancée par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont diminué de 20 M\$, surtout en raison du rétrécissement des marges, contrebalancé en partie par la hausse du revenu de titrisation et la croissance des volumes des prêts hypothécaires.

Les revenus du segment Gestion d'actifs ont augmenté de 8 M\$ en raison de la hausse des revenus tirés des frais découlant de la croissance des fonds sous gestion moyens, contrebalancée en grande partie par la hausse des commissions versées à Service Impérial.

Les revenus du segment Divers ont augmenté de 28 M\$ principalement en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison des améliorations au portefeuille de crédit personnel non garanti, contrebalancées par la hausse des pertes dans le portefeuille des cartes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 29 M\$, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'augmentation des pertes dans les portefeuilles des cartes et des prêts aux PME.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2007 a diminué de 25 M\$, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison des améliorations au portefeuille de crédit personnel non garanti, contrebalancées en partie par l'augmentation des pertes dans le portefeuille des cartes.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 116 M\$, ou 9 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 65 M\$, ou 5 %, en regard du trimestre précédent en raison surtout de l'acquisition de FirstCaribbean.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 159 M\$, ou 6 %, comparativement à la même période de 2006, essentiellement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean et de la hausse des coûts de soutien non répartis.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 62 M\$, ou 49 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 91 M\$, ou 27 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2007, en regard de la même période de 2006. La hausse du recouvrement d'impôts et la diminution des impôts sur les bénéfices attribuable à l'augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés ont contribué à la diminution.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 112 M\$, ou 64 %, en regard du trimestre précédent, surtout à cause du recouvrement d'impôts susmentionné.

Participations sans contrôle

Les participations sans contrôle représentent la participation minoritaire dans FirstCaribbean.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 4 158 employés de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean et de la réaffectation des membres du personnel du groupe Administration, Technologie et opérations.

Marchés mondiaux CIBC

Marchés mondiaux CIBC représente le secteur des services bancaires de gros et des services financiers aux entreprises de la CIBC et offre un éventail de produits de crédit et de produits des marchés financiers intégrés, des services bancaires d'investissement et des Services de banque d'affaires à ses clients sur les principaux marchés des capitaux en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nous offrons des solutions en matière de capital et des services-conseils à un large éventail de secteurs de même que des recherches aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels que nous servons.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janv. 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenus (BIE) ²					
Marchés financiers	351 \$	449 \$	354 \$	800 \$	725 \$
Services bancaires d'investissement et produits de crédit ³	247	204	119	451	356
Groupe Entreprises ³	121	121	119	242	243
Services de banque d'affaires	85	77	69	162	81
Divers	(24)	(5)	(12)	(29)	(31)
Total des revenus (BIE) ²	780	846	649	1 626	1 374
Rajustement selon la BIE	54	62	42	116	88
Total des revenus	726	784	607	1 510	1 286
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créance	4	(10)	(16)	(6)	(31)
Frais autres que d'intérêts	524	551	505	1 075	1 038
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	198	243	118	441	279
Impôts sur les bénéfices	1	33	7	34	39
Participations sans contrôle	3	-	1	3	2
Bénéfice net	194 \$	210 \$	110 \$	404 \$	238 \$
Coefficient d'efficacité	72,2 %	70,3 %	83,4 %	71,2 %	80,7 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE) ²	67,1 %	65,2 %	77,9 %	66,1 %	75,5 %
Rendement des capitaux propres ²	36,8 %	41,6 %	23,5 %	39,2 %	24,6 %
Bénéfice économique ²	127 \$	146 \$	50 \$	273 \$	114 \$
Effectif permanent	2 353	2 384	2 222	2 353	2 222

- 1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.
- 2) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.
- 3) À compter du 1^{er} novembre 2006, tous les revenus de gestion de trésorerie qui étaient auparavant affectés aux produits bancaires d'investissement et de crédit ont été transférés rétroactivement au Groupe Entreprises.

Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 84 M\$, ou 76 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des revenus tirés de notre entreprise de financement immobilier aux États-Unis, qui a conclu sa plus importante émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, et de Services bancaires d'investissement au Canada. Les impôts sur les bénéfices ont diminué en raison d'une augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des frais autres que d'intérêts et de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net a fléchi de 16 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des revenus des Marchés financiers, contrebalancée en partie par la hausse des revenus de

Services bancaires d'investissement et des produits de crédit, ainsi que la réduction des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2007 a fait un bond de 166 M\$, ou 70 %, en regard de la même période de 2006 surtout en raison de la hausse des revenus dans la plupart des secteurs d'activité et de la baisse des impôts sur les bénéfices découlant d'une augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des frais autres que d'intérêts et la diminution des recouvrements de pertes sur créances.

Revenus

Les revenus ont progressé de 119 M\$, ou 20 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit ont augmenté de 128 M\$. La hausse des revenus tirés de notre entreprise de financement immobilier aux États-Unis et de Services bancaires d'investissement au Canada a compté pour près de la moitié de l'augmentation. Par ailleurs, les pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises ont diminué.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont augmenté de 16 M\$ en raison de l'augmentation des gains et de la diminution des baisses de valeur.

Les revenus ont fléchi de 58 M\$, ou 7 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont diminué de 98 M\$. La baisse des revenus au chapitre des marchés des capitaux d'emprunt, des produits structurés en actions et en marchandises et des actions canadiennes a contribué à la diminution.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit se sont accrus de 43 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus du financement immobilier aux États-Unis et de la diminution des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises, contrebalancées en partie par la diminution des revenus de Services bancaires d'investissement.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, les revenus ont augmenté de 224 M\$, ou 17 %, en regard de la même période de 2006.

Les revenus de Marchés financiers ont augmenté de 75 M\$ en raison de la hausse des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit ont augmenté de 95 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus du financement immobilier aux États-Unis et de la diminution des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises, contrebalancées en partie par la diminution des revenus de Services bancaires d'investissement en Europe.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont progressé de 81 M\$ en raison de l'augmentation des gains et de la diminution des baisses de valeur.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 4 M\$ en regard d'un recouvrement de 16 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des recouvrements aux États-Unis a été en partie contrebalancée par la baisse des pertes, déduction faite des recouvrements du Groupe Entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 4 M\$, comparativement à un recouvrement de 10 M\$ pour le trimestre précédent. La diminution des recouvrements en Europe et la hausse des pertes, déduction faite des recouvrements du Groupe Entreprises, a été en partie contrebalancée par la diminution des pertes, déduction faite des recouvrements, aux États-Unis.

Le recouvrement des pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2007 a diminué de 25 M\$, ou 81 %, en regard de la même période de 2006, surtout en raison de la hausse des pertes et de la baisse des recouvrements aux États-Unis, contrebalancées en partie par l'augmentation des recouvrements en Europe et la diminution des pertes du Groupe Entreprises.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 19 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse de la rémunération liée au rendement, contrebalancée en partie par la baisse des provisions légales.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 27 M\$, ou 5 %, comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des provisions pour les questions juridiques.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 37 M\$, ou 4 %, comparativement à la même période de 2006, essentiellement en raison de la hausse de la rémunération liée au rendement, contrebalancée en partie par la diminution des provisions pour les questions juridiques et des coûts de soutien non répartis.

Impôts sur les bénéfices

Malgré la hausse des bénéfices, les impôts sur les bénéfices ont diminué de 6 M\$, ou 86 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 5 M\$, ou 13 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2007 en regard de la même période de 2006. L'augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés, y compris les bénéfices exonérés d'impôts, a contribué à la diminution. Le trimestre considéré a bénéficié d'une reprise de 11 M\$ d'une partie de la provision pour moins-value relative à l'actif d'impôts futurs liés à nos activités aux États-Unis.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 32 M\$, ou 97 %, en regard du trimestre précédent, à cause de la diminution des bénéfices et de la reprise de la provision pour moins-value susmentionnée.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 131 employés de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la réaffectation des membres du personnel du groupe Administration, Technologie et opérations.

Siège social et autres

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, ainsi que Trésorerie et Gestion du risque – qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que les coentreprises CIBC Mellon, et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, notamment la provision générale, non directement attribuables aux secteurs d'activité. La provision générale applicable à FirstCaribbean est déterminée localement et est affectée à Marchés de détail CIBC. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janv. 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Total des revenus	135 \$	156 \$	195 \$	291 \$	306 \$
Recouvrement de pertes sur créances	(20)	-	(26)	(20)	(25)
Frais autres que d'intérêts	99	104	94	203	193
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	56	52	127	108	138
Impôts sur les bénéfices	26	22	57	48	58
Participations sans contrôle	-	-	27	-	23
Bénéfice net	30 \$	30 \$	43 \$	60 \$	57 \$
Effectif permanent	10 869	10 921	11 411	10 869	11 411

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Le bénéfice net a baissé de 13 M\$, ou 30 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse des coûts de soutien non répartis. Le deuxième trimestre de 2006 incluait des revenus de change de 47 M\$ et une charge d'impôts connexe du même montant découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères autres qu'américaines.

Le bénéfice net est demeuré inchangé par rapport à celui du trimestre précédent, et la reprise de 20 M\$ de la provision générale pour pertes sur créances a été contrebalancée par la hausse des coûts de soutien non répartis.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2007 s'est accru de 3 M\$, ou 5 %, en regard de la période correspondante de 2006. La hausse des revenus de trésorerie et des coentreprises CIBC Mellon ainsi que la diminution des charges de projet ont contribué à l'accroissement. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des coûts de soutien non répartis.

Revenus

Les revenus ont diminué de 60 M\$, ou 31 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 15 M\$, ou 5 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2007, en regard de la même période de 2006. Les revenus de change de 47 M\$ découlant du rapatriement susmentionné

étaient inclus dans le deuxième trimestre de 2006. La déconsolidation d'une EDDV au troisième trimestre de 2006 qui a contrebalancé en partie la hausse des revenus de trésorerie et des coentreprises CIBC Mellon a également contribué à la diminution.

Les revenus ont diminué de 21 M\$, ou 13 %, comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des revenus liée aux opérations de couverture portant sur les attributions de DPVA.

Recouvrement de pertes sur créances

Le trimestre considéré incluait une reprise de 20 M\$ de la provision générale en regard de 25 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 5 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 10 M\$, ou 5 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2007 par rapport à la même période de 2006. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des coûts de soutien non répartis, neutralisée en partie par la baisse des charges de projet.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 5 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des frais liés aux DPVA, contrebalancée en partie par la hausse des coûts de soutien non répartis.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 31 M\$, ou 54 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Une charge d'impôts de 47 M\$ découlant du rapatriement susmentionné était incluse dans le deuxième trimestre de 2006.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, les impôts sur les bénéfices ont reculé de 10 M\$, ou 17 %, par rapport à la même période de 2006, surtout en raison de la charge d'impôts de 47 M\$ découlant du rapatriement susmentionné, contrebalancée en partie par l'incidence de la hausse des bénéfices assujettis aux impôts.

Participations sans contrôle

Les participations sans contrôle pour le deuxième trimestre de 2006 et le semestre terminé le 30 avril 2006 représentent la participation minoritaire dans une EDDV consolidée. L'EDDV a été déconsolidée au troisième trimestre de 2006.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 542 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la réduction de certaines fonctions de soutien aux opérations et de la réaffectation des membres du personnel aux groupes fonctionnels. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par la mutation de membres du personnel d'un fournisseur de services externe par suite du rapatriement à la CIBC des services de soutien des ordinateurs de bureau et des services connexes de gestion de réseaux.

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque et des sources de financement est sensiblement la même que celle décrite aux pages 53 à 66 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Gestion du risque de crédit

RENDEMENT DE LA QUALITÉ DU CRÉDIT		
En millions de dollars, au	30 avril 2007	31 oct. 2006
Prêts douteux bruts		
Prêts à la consommation	555 \$	386 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	426	244
Total des prêts douteux bruts	981 \$	630 \$
Provision pour pertes sur créances		
Prêts à la consommation	374 \$	363 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	248	181
Provision spécifique	622	544
Provision générale	894	900
Total de la provision pour pertes sur créances	1 516 \$	1 444 \$

Depuis le 31 octobre 2006, les prêts douteux bruts ont augmenté de 351 M\$, ou 56 %. Les prêts douteux bruts à la consommation ont fait un bond de 169 M\$, ou 44 %. Les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont augmenté de 182 M\$, ou 75 %. L'augmentation générale des prêts douteux bruts a principalement découlé de l'acquisition de FirstCaribbean. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2007, les prêts douteux bruts ont augmenté de 22 M\$ au Canada, de 22 M\$ aux États-Unis et de 307 M\$ dans les autres pays.

Depuis le 31 octobre 2006, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 72 M\$, ou 5 %. La provision spécifique s'est accrue de 78 M\$, ou 14 %, par rapport à la fin de l'exercice, principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. Cet accroissement a été en partie contrebalancé par une réduction de la provision spécifique du portefeuille des prêts personnels au Canada. La provision générale a totalisé 894 M\$, soit une diminution de 6 M\$ par rapport à la fin de l'exercice. La reprise sur provision générale de 24 M\$ et un transfert de 5 M\$ à la provision spécifique relative au portefeuille de prêts étudiants ont été en grande partie contrebalancés par l'acquisition de FirstCaribbean.

Pour plus de précisions sur la provision pour pertes sur créances, voir la section Revue de l'état des résultats consolidé.

Gestion du risque de marché

Activités de négociation

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC. Le risque moyen total a diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse du risque d'écart de taux, contrebalancée en partie par la hausse du risque de taux d'intérêt. La variation des risques est mineure et ne traduit aucune modification importante aux activités.

Les revenus de négociation (BIE)^A ont été positifs pendant 79 % des jours du trimestre et 86 % des jours du semestre terminé le 30 avril 2007, et les pertes découlant des activités de négociation n'ont jamais dépassé la VAR pendant aucun jour au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2007.

En millions de dollars	VAR PAR CATÉGORIE DE RISQUE – PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION								Pour les six mois terminés le	
	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le								30 avril 2007	30 avril 2006
	Haut	Bas	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	8,8 \$	4,9 \$	7,5 \$	7,0 \$	8,6 \$	7,0 \$	6,1 \$	6,3 \$	7,0 \$	5,0 \$
Risque d'écart de taux	4,8	3,0	4,7	3,9	3,2	3,5	4,8	5,0	3,7	4,7
Risque lié aux actions	7,4	5,2	5,8	5,9	5,8	6,4	6,5	6,4	6,1	6,1
Risque de change	1,1	0,1	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,2	0,4	0,2
Risque lié aux marchandises	1,9	0,9	1,0	1,4	1,5	1,6	2,1	1,7	1,5	1,6
Effet de diversification ¹	négl. ²	négl. ²	(9,7)	(9,5)	(10,2)	(9,9)	(10,2)	(10,0)	(9,6)	(8,7)
Risque total	10,3 \$	8,0 \$	9,7 \$	9,2 \$	9,5 \$	9,0 \$	9,8 \$	9,6 \$	9,1 \$	8,9 \$

- 1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.
 2) Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

A) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR, à la page 37 de notre Reddition de comptes annuelle de 2006.

Activités autres que de négociation

Le tableau suivant fait état de l'incidence d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt sur une période de 12 mois, après rajustement pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs.

SENSIBILITÉ AUX TAUX D'INTÉRÊT – ACTIVITÉS AUTRES QUE DE NÉGOCIATION (APRÈS IMPÔTS)	30 avril 2007	31 janv. 2007	30 avril 2006
En millions de dollars, au			
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt			
Incidence sur le revenu net d'intérêts	22 \$	12 \$	79 \$
Incidence sur les capitaux propres ¹	292	183	260
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt			
Incidence sur le revenu net d'intérêts	(95) \$	(72) \$	(149) \$
Incidence sur les capitaux propres ¹	(326)	(239)	(260)

1) Mesurée selon la valeur actualisée.

Gestion du risque d'illiquidité

Conformément aux stratégies de réduction du risque d'illiquidité, nous continuons à obtenir du financement à terme dans les marchés de gros auprès de nombreux clients et dans des régions variées en empruntant avec divers moyens de financement parmi une gamme d'échéances.

Les dépôts de particuliers de base demeurent la principale source d'un financement de détail fiable. Au 30 avril 2007, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 82,0 G\$ (77,4 G\$ au 31 octobre 2006).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent le maintien de la diversification adéquate des sources du financement de gros, la titrisation des créances, l'émission d'actions et de titres secondaires et le maintien de blocs distincts d'actifs hautement liquides pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds.

Nos notes de crédit constituent un facteur qui a une incidence sur notre accès aux marchés de gros et aux coûts de financement sur ces marchés. Au cours du trimestre, DBRS Limited a respectivement majoré nos notes sur les créances de premier rang et sur les titres secondaires de AA (bas) à AA, et de A (haut) à AA (bas). Moody's Investors Service a mis en œuvre une nouvelle méthode de notation des banques, avec pour résultat final la révision de notre note sur les créances de premier rang, qui passe de Aa3 à Aa2, et de notre note sur les titres secondaires, qui passe de A1 à Aa3. Ces modifications ont eu une incidence minime sur notre accès aux sources de financement de gros et sur le coût de ce financement.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos actifs liquides :

	30 avril 2007	31 oct. 2006
En milliards de dollars, au		
Encaisse	1,0 \$	0,9 \$
Dépôts auprès d'autres banques	15,4	10,9
Valeurs mobilières ¹	66,1	66,8
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	30,9	25,4
	113,4 \$	104,0 \$

1) Comprend les valeurs disponibles à la vente (valeurs de comptes de placement en 2006) et les valeurs désignées à leur juste valeur dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins, et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des activités, certains actifs sont cédés en garantie dans le cadre de la gestion des garanties, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 30 avril 2007, ces actifs atteignaient 22,3 G\$ (25,5 G\$ au 31 octobre 2006).

Gestion des sources de financement

Fonds propres réglementaires

Nous gérons le capital conformément aux politiques établies par le conseil et au plan de financement annuel approuvé par celui-ci.

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF).

	30 avril 2007	31 oct. 2006
En millions de dollars, au		
Fonds propres de première catégorie	12 111 \$	11 935 \$
Total des fonds propres réglementaires	17 954	16 583
Actif pondéré en fonction du risque	127 186	114 780
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,5 %	10,4 %
Ratio du total des fonds propres	14,1 %	14,5 %
Ratio actif – fonds propres	17,9 x	18,0 x

Depuis la fin de l'exercice, le ratio des fonds propres de première catégorie a diminué de 90 points de base, surtout en raison de l'augmentation des actifs pondérés en fonction du risque et de l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de FirstCaribbean. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'accroissement des bénéficiaires non répartis, la participation minoritaire dans FirstCaribbean et l'émission d'actions ordinaires découlant de l'exercice d'options.

Depuis la fin de l'exercice, le ratio du total des fonds propres a diminué de 40 points de base, surtout en raison des facteurs susmentionnés. Le ratio du total des fonds propres a profité de la réduction des placements à la valeur de consolidation par suite de l'acquisition de FirstCaribbean.

Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le 30 avril 2007	Pour les six mois terminés le 30 avril 2007
Émission d'actions privilégiées de catégorie A	300 \$	750 \$
Remboursement d'actions privilégiées de catégorie A	-	416 ¹
Émission d'actions ordinaires (options exercées)	21	71
Dividendes		
Actions privilégiées – classées à titre de capitaux propres	35	73
Actions privilégiées – classées à titre de passif	8	16
Actions ordinaires	259	494

1) Comprend une prime de 16 M\$ versée aux rachats.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 30 avril 2007, la Bourse de Toronto a accepté notre avis d'intention de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les achats en vertu de l'offre de rachat ont commencé le 2 mai 2007 et prendront fin au plus tôt à la date où tous les rachats en vertu de l'offre seront terminés ou le 31 octobre 2007. Aux termes de cette offre de rachat, nous pouvons racheter, de temps à autre, à des fins d'annulation, jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires. Au cours de la période s'échelonnant de la date de lancement de l'offre de rachat au 30 mai 2007, nous avons racheté et annulé environ 1,3 million d'actions à un prix moyen de 102,13 \$, pour une contrepartie totale de 130 M\$.

Dividendes

Au cours du trimestre, nous avons accru notre dividende trimestriel sur actions ordinaires de 0,70 \$ l'action à 0,77 \$ l'action.

Approbation des organismes de réglementation pour le versement de dividendes

Nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79(5) de la Loi sur les banques, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour les trimestres terminés le 31 janvier 2007 et le 30 avril 2007.

Le 20 avril 2007, l'article 79(5) de la Loi sur les banques a été abrogé et les approbations du BSIF ne seront plus exigées.

Arrangements hors bilan et obligations contractuelles

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des EDDV, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 67 à 69 de la Reddition de comptes annuelle 2006. Pour de l'information additionnelle sur les opérations de titrisation et les garanties, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires. Il n'y a pas eu d'autres changements importants aux arrangements hors bilan au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2007.

Obligations contractuelles

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent à la page 69 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons modifié un contrat sur les technologies de l'information avec un fournisseur de service indépendant afin de prolonger un engagement existant de trois ans et de le faire passer à sept ans, augmentant ainsi les obligations d'achat d'environ 600 M\$ jusqu'en 2013. Il n'y a pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2006.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Des changements importants ont été apportés aux conventions comptables le 1^{er} novembre 2006 relativement aux normes visant les instruments financiers tel qu'il est décrit ci-après. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 70 à 73 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Modifications de conventions comptables

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures» (y compris les modifications aux dispositions transitoires ratifiées par l'ICCA le 15 décembre 2006 sous la forme d'un avis du

Conseil), 1530, «Résultat étendu», et 3251, «Capitaux propres» du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*.

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de transaction, désignés à la juste valeur, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des créances et des titres de créance classés comme devant être détenus jusqu'à leur échéance, et des titres disponibles à la vente qui n'ont pas de cours sur un marché actif. Au besoin, ces normes ont été appliquées à titre d'ajustement aux bénéfices non répartis et aux autres éléments du résultat étendu d'ouverture. Par conséquent, les bénéfices non répartis ont diminué de 50 M\$ et les autres éléments du résultat étendu ont augmenté de 123 M\$, à l'exception de l'incidence du reclassement du solde d'ouverture de l'écart de conversion aux autres éléments du résultat étendu. Les soldes des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Modifications comptables futures

Baux adossés

En juillet 2006, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, «Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie le SFAS 13, «Accounting Leases», dont certains aspects sont intégrés à l'abrégé 46 du CPN, «Baux adossés», de l'ICCA. Le FSP entrera en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la page 130 de la Reddition de comptes annuelle 2006.

Informations à fournir concernant le capital

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», en vertu duquel une entité doit divulguer ses objectifs, ses politiques et ses procédures de gestion de son capital. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Instruments financiers

En décembre 2006, l'ICCA a publié deux nouveaux chapitres, soit le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», et le chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation». Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». Ces nouveaux chapitres relèvent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ces risques.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 30 avril 2007, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 30 avril 2007, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification standardisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 37 de la Reddition de comptes annuelle 2006.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures selon les PCGR :

Mesures de l'état des résultats

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2007	Total des revenus	2 189 \$	726 \$	135 \$	3 050 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	54	-	54
	Revenus (BIE)	2 189 \$	780 \$	135 \$	3 104 \$
	Bénéfice net	583 \$	194 \$	30 \$	807 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	141	67	1	209
	Bénéfice économique	442 \$	127 \$	29 \$	598 \$
	Coefficient d'efficacité	61,8 %	72,2 %	négl.	64,8 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,1	négl.	1,1
	amortissement des autres actifs incorporels	0,5	-	négl.	0,5
	Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)	61,3 %	67,1 %	négl.	63,2 %
31 janv. 2007	Total des revenus	2 151 \$	784 \$	156 \$	3 091 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	62	-	62
	Revenus (BIE)	2 151 \$	846 \$	156 \$	3 153 \$
	Bénéfice net	530 \$	210 \$	30 \$	770 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	125	64	4	193
	Bénéfice économique	405 \$	146 \$	26 \$	577 \$
	Coefficient d'efficacité	59,9 %	70,3 %	négl.	62,9 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,1	négl.	1,3
	amortissement des autres actifs incorporels	0,2	-	négl.	0,1
	Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)	59,7 %	65,2 %	négl.	61,5 %
30 avril 2006	Total des revenus	1 975 \$	607 \$	195 \$	2 777 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	42	-	42
	Revenus (BIE)	1 975 \$	649 \$	195 \$	2 819 \$
	Bénéfice net	432 \$	110 \$	43 \$	585 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	120	60	4	184
	Bénéfice économique	312 \$	50 \$	39 \$	401 \$
	Coefficient d'efficacité	62,6 %	83,4 %	négl.	66,1 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,5	négl.	1,0
	amortissement des autres actifs incorporels	-	-	négl.	0,2
	Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)	62,6 %	77,9 %	négl.	64,9 %

négl. – négligeable

En millions de dollars, pour les six mois terminés le		Marchés	Marchés	Siège social	Total
		de détail CIBC	mondiaux CIBC	et autres	
30 avril 2007	Total des revenus	4 340	1 510	291	6 141
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	116	-	116
	Revenus (BIE)	4 340	1 626	291	6 257
	Bénéfice net	1 113	404	60	1 577
	Moins : montant au titre du capital économique	266	131	5	402
	Bénéfice économique	847	273	55	1 175
	Coefficient d'efficacité	60,8 %	71,2 %	négl.	63,8 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,1	négl.	1,2
	amortissement des autres actifs incorporels	0,2	-	négl.	0,3
	Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)	60,6 %	66,1 %	négl.	62,3 %
30 avril 2006	Total des revenus	4 043	1 286	306	5 635
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	88	-	88
	Revenus (BIE)	4 043	1 374	306	5 723
	Bénéfice net	870	238	57	1 165
	Moins : montant au titre du capital économique	246	124	9	379
	Bénéfice économique	624	114	48	786
	Coefficient d'efficacité	61,4 %	80,7 %	négl.	65,9 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,2	négl.	1,0
	amortissement des autres actifs incorporels	-	-	négl.	0,3
	Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)	61,4 %	75,5 %	négl.	64,6 %

négl. – négligeable

Impôts sur les bénéfices rajustés

Le taux d'imposition réel rajusté est calculé au moyen d'un ajustement de la charge d'impôts en fonction des recouvrements d'impôts et d'autres rajustements fiscaux importants. Le taux d'imposition réel rajusté (BIE) est calculé également au moyen de la majoration du bénéfice et des impôts sur les bénéfices et des bénéfices exonérés d'impôts sur une base équivalent avant impôts.

En millions de dollars		Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
		30 avril 2007	31 janv. 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	A	908 \$	1 005 \$	803 \$	1 913 \$	1 618 \$
Rajustement selon la BIE	B	54	62	42	116	88
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle (BIE)	C	962 \$	1 067 \$	845 \$	2 029 \$	1 706 \$
Impôts sur les bénéfices présentés selon les états financiers	D	91 \$	231 \$	190 \$	322 \$	428 \$
Rajustement selon la BIE	B	54	62	42	116	88
Recouvrements d'impôts sur les bénéfices	E	80	-	35	80	35
Reprise de la provision pour moins-value	F	11	-	-	11	-
Impôts sur les bénéfices rajustés	G	236 \$	293 \$	267 \$	529 \$	551 \$
Taux d'imposition réel déclaré (BIE)	(D+B)/C	15,1 %	27,5 %	27,5 %	21,6 %	30,2 %
Taux d'imposition réel rajusté	(D+E+F)/A	20,0 %	23,0 %	28,0 %	21,6 %	28,6 %
Taux d'imposition réel rajusté (BIE)	G/C	24,5 %	27,5 %	31,6 %	26,1 %	32,3 %

Mesures de comptabilité de caisse

Les mesures de comptabilité de caisse sont calculées par l'ajustement de l'amortissement des autres actifs incorporels au bénéfice net et aux charges autres que d'intérêts. La direction est d'avis que ces mesures permettent une évaluation uniforme, ce qui pourrait permettre aux utilisateurs de notre information financière d'effectuer des comparaisons plus facilement.

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janv. 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Bénéfice net	807 \$	770 \$	585 \$	1 577 \$	1 165 \$
Ajouter : effet de l'amortissement des autres actifs incorporels, déduction faite des impôts	9	4	5	13	10
Comptabilité de caisse – bénéfice net	816 \$	774 \$	590 \$	1 590 \$	1 175 \$
Frais autres que d'intérêts	1 976 \$	1 943 \$	1 836 \$	3 919 \$	3 713 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels	12	5	7	17	14
Comptabilité de caisse – frais autres que d'intérêts	1 964 \$	1 938 \$	1 829 \$	3 902 \$	3 699 \$
Comptabilité de caisse – résultat de base par action	2,32 \$	2,14 \$	1,66 \$	4,46 \$	3,31 \$
Comptabilité de caisse – résultat dilué par action	2,29 \$	2,12 \$	1,65 \$	4,41 \$	3,28 \$

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA CIBC

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Intérêts créditeurs					
Prêts	2 350 \$	2 304 \$	2 008 \$	4 654 \$	4 041 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	499	472	366	971	699
Valeurs mobilières	719	762	640	1 481	1 260
Dépôts auprès d'autres banques	200	173	98	373	185
	3 768	3 711	3 112	7 479	6 185
Intérêts débiteurs					
Dépôts	1 928	1 903	1 444	3 831	2 772
Autres passifs	678	665	552	1 343	1 069
Titres secondaires	75	76	72	151	144
Passif au titre des actions privilégiées	8	8	8	16	16
	2 689	2 652	2 076	5 341	4 001
Revenu net d'intérêts	1 079	1 059	1 036	2 138	2 184
Revenu autre que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	178	185	137	363	317
Frais sur les dépôts et les paiements	193	193	187	386	382
Commissions sur crédit	82	69	62	151	150
Honoraires d'administration de cartes	60	70	52	130	116
Honoraires de gestion de placements et de garde	130	130	118	260	232
Revenu tiré des fonds communs de placement	216	212	201	428	395
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	62	58	46	120	104
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	226	229	230	455	459
Revenu de négociation (note 8)	296	375	307	671	569
Pertes sur valeurs du compte de placement, montant net	s.o.	s.o.	(5)	s.o.	(7)
Gains nets réalisés sur valeurs disponibles à la vente	119	132	s.o.	251	s.o.
Revenus tirés des instruments financiers désignés à la juste valeur et couvertures comptables désignées (note 9)	59	43	s.o.	102	s.o.
Revenu tiré des actifs titrisés	136	129	129	265	245
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	101	84	104	185	168
Divers	113	123	173	236	321
	1 971	2 032	1 741	4 003	3 451
Total des revenus	3 050	3 091	2 777	6 141	5 635
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	166	143	138	309	304
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	1 126	1 160	1 054	2 286	2 134
Frais d'occupation	152	150	144	302	290
Matériel informatique et matériel de bureau	279	263	274	542	547
Communications	88	71	75	159	150
Publicité et expansion des affaires	66	50	54	116	101
Honoraires	43	39	41	82	85
Taxes d'affaires et impôts et taxes sur le capital	34	35	35	69	66
Divers	188	175	159	363	340
	1 976	1 943	1 836	3 919	3 713
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	908	1 005	803	1 913	1 618
Charge d'impôts	91	231	190	322	428
	817	774	613	1 591	1 190
Participations sans contrôle	10	4	28	14	25
Bénéfice net	807 \$	770 \$	585 \$	1 577 \$	1 165 \$
Bénéfice par action (en dollars) (note 11)					
- de base	2,29 \$	2,13 \$	1,65 \$	4,42 \$	3,28 \$
- dilué	2,27 \$	2,11 \$	1,63 \$	4,37 \$	3,25 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,77 \$	0,70 \$	0,68 \$	1,47 \$	1,36 \$

s.o. Sans objet. Depuis le 1^{er} novembre 2006, de nouvelles catégories comptables ont été créées en vertu de l'adoption des chapitres 3855, 3865, 1530 et 3251 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*. Ces chapitres ont été adoptés prospectivement sans retraitement de l'information de la période précédente. Pour plus de précisions, voir la note 1.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

BILAN CONSOLIDÉ

	30 avril 2007	31 octobre 2006
Non vérifié, en millions de dollars, aux		
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 707 \$	1 317 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	14 734	10 536
Valeurs mobilières		
Compte de négociation (note 8)	63 404	62 331
Disponibles à la vente	14 227	s.o.
Valeurs désignées à leur juste valeur (note 9)	6 132	s.o.
Compte de placement	s.o.	21 167
	83 763	83 498
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	30 916	25 432
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	87 075	81 358
Particuliers	28 970	28 052
Cartes de crédit	7 998	7 253
Entreprises et gouvernements (notes 8 et 9)	33 992	30 404
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 515)	(1 442)
	156 520	145 625
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande (note 7)	17 233	17 122
Engagements de clients en vertu d'acceptations	8 277	6 291
Terrains, bâtiments et matériel	2 142	2 032
Écart d'acquisition	1 983	982
Autres actifs incorporels	475	192
Autres actifs	8 830	10 957
	38 940	37 576
	326 580 \$	303 984 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	90 490 \$	81 829 \$
Entreprises et gouvernements (note 9)	116 338	107 468
Banques	14 341	13 594
	221 169	202 891
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande (note 7)	17 224	17 330
Acceptations	8 277	6 297
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	13 743	13 788
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	31 772	30 433
Autres passifs	13 867	14 716
	84 883	82 564
Titres secondaires	6 011	5 595
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	161	12
Capitaux propres		
Actions privilégiées	2 731	2 381
Actions ordinaires	3 135	3 064
Actions autodétenues	(4)	(19)
Surplus d'apport	76	70
Écart de conversion	s.o.	(442)
Bénéfices non répartis	8 200	7 268
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 6)	(382)	s.o.
	13 756	12 322
	326 580 \$	303 984 \$

s.o. Sans objet. Pour plus de précisions, voir l'état des résultats consolidé.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Actions privilégiées					
Solde au début de la période	2 431 \$	2 381 \$	2 381 \$	2 381 \$	2 381 \$
Émission d'actions privilégiées	300	450	-	750	-
Rachat d'actions privilégiées	-	(400)	-	(400)	-
Solde à la fin de la période	2 731 \$	2 431 \$	2 381 \$	2 731 \$	2 381 \$
Actions ordinaires					
Solde au début de la période	3 114 \$	3 064 \$	2 992 \$	3 064 \$	2 952 \$
Émission d'actions ordinaires	21	50	39	71	79
Solde à la fin de la période	3 135 \$	3 114 \$	3 031 \$	3 135 \$	3 031 \$
Actions autodétenues					
Solde au début de la période	(1) \$	(19) \$	(5) \$	(19) \$	- \$
Achats	(1 213)	(1 356)	(664)	(2 569)	(2 069)
Ventes	1 210	1 374	665	2 584	2 065
Solde à la fin de la période	(4) \$	(1) \$	(4) \$	(4) \$	(4) \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	74 \$	70 \$	56 \$	70 \$	58 \$
Charge au titre des options sur actions	1	2	2	3	3
Options sur actions exercées	(1)	(4)	(5)	(5)	(8)
Prime nette sur les actions autodétenues	2	6	-	8	-
Solde à la fin de la période	76 \$	74 \$	53 \$	76 \$	53 \$
Écart de conversion					
Solde au début de la période	- \$	(442) \$	(375) \$	(442) \$	(327) \$
Ajustement transitoire en vertu de l'adoption de nouvelles conventions comptables ¹	-	442	-	442	-
Pertes de change découlant d'investissements dans les filiales et autres	s.o.	s.o.	(208)	s.o.	(754)
Gains de change découlant d'opérations de couverture	s.o.	s.o.	161	s.o.	907
Charge d'impôts	s.o.	s.o.	(44)	s.o.	(292)
Solde à la fin de la période	- \$	- \$	(466) \$	- \$	(466) \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	7 693 \$	7 268 \$	5 987 \$	7 268 \$	5 667 \$
Ajustement transitoire en vertu de l'adoption de nouvelles conventions comptables ¹	-	(50)	-	(50)	-
Solde au début de la période, après retraitement	7 693	7 218	5 987	7 218	5 667
Bénéfice net	807	770	585	1 577	1 165
Dividendes					
Actions privilégiées	(35)	(38)	(33)	(73)	(66)
Actions ordinaires	(259)	(235)	(229)	(494)	(456)
Prime de rachat d'actions privilégiées (classées à titre de capitaux propres)	-	(16)	-	(16)	-
Divers	(6)	(6)	5	(12)	5
Solde à la fin de la période	8 200 \$	7 693 \$	6 315 \$	8 200 \$	6 315 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts (note 6)					
Solde au début de la période	(144) \$	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ajustement transitoire en vertu de l'adoption de nouvelles conventions comptables ¹	-	(319)	s.o.	(319)	s.o.
Autres éléments du résultat étendu	(238)	175	s.o.	(63)	s.o.
Solde à la fin de la période	(382) \$	(144) \$	s.o.	(382) \$	s.o.
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	7 818 \$	7 549 \$	6 315 \$	7 818 \$	6 315 \$
Capitaux propres à la fin de la période	13 756 \$	13 167 \$	11 310 \$	13 756 \$	11 310 \$

1) Représente l'ajustement transitoire par suite de l'adoption des chapitres 3855, 3865, 1530 et 3251 du *Manuel de l'ICCA*. Pour plus de précisions, voir la note 1.
s.o. Sans objet. Pour plus de précisions, voir l'état des résultats consolidé.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

	Pour les trois mois		Pour les six mois
	30 avril	31 janvier	30 avril
Non vérifié, en millions de dollars	2007	2007	2007
Bénéfice net	807 \$	770 \$	1 577 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts			
Écart de conversion			
Gains nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements étrangers autonomes ¹	(1 089)	805	(284)
Gains nets (pertes nettes) sur opérations de couverture de risque de change ²	840	(603)	237
	(249)	202	(47)
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente			
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net ³	74	(43)	31
Reclassement de gains nets (pertes nettes) en résultat net ⁴	1	(28)	(27)
	75	(71)	4
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie			
Gains nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ⁵	(55)	73	18
Gains nets sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net ⁶	(9)	(29)	(38)
	(64)	44	(20)
Total des autres éléments du résultat étendu ⁷	(238)	175	(63)
Résultat étendu	569 \$	945 \$	1 514 \$

- 1) Déduction faite d'une économie (charge) d'impôts de 10 M\$ ((10) M\$ au 31 janvier 2007).
- 2) Déduction faite d'une économie (charge) d'impôts de (425) M\$ (313 M\$ au 31 janvier 2007).
- 3) Déduction faite d'une économie (charge) d'impôts de (52) M\$ (29 M\$ au 31 janvier 2007).
- 4) Déduction faite d'une économie (charge) d'impôts de (1) M\$ (16 M\$ au 31 janvier 2007).
- 5) Déduction faite d'une économie (charge) d'impôts de 29 M\$ ((39) M\$ au 31 janvier 2007).
- 6) Déduction faite d'une économie d'impôts de 5 M\$ (15 M\$ au 31 janvier 2007).
- 7) Comprend une participation sans contrôle de néant (1 M\$ au 31 janvier 2007).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Flux de trésorerie d'exploitation					
Bénéfice net	807 \$	770 \$	585 \$	1 577 \$	1 165 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	166	143	138	309	304
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	59	53	51	112	105
Amortissement des actifs incorporels	12	5	7	17	14
Rémunération à base d'actions	(2)	18	6	16	21
Impôts futurs	51	63	93	114	170
Pertes réalisées sur valeurs du compte de placement, montant net	s.o.	s.o.	5	s.o.	7
Gains nets réalisés sur valeurs disponibles à la vente	(119)	(132)	s.o.	(251)	-
Gains à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	-	(1)	-	(1)
Autres éléments hors caisse, montant net	(11)	50	-	39	-
Variations des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	74	(106)	(122)	(32)	(105)
Intérêts courus à payer	29	(474)	200	(445)	213
Montants à recevoir sur contrats dérivés	450	(404)	790	46	1 721
Montants à payer sur contrats dérivés	629	(958)	(1 379)	(329)	(1 437)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	4 709	(4 238)	1 797	471	(5 320)
Variation nette des valeurs désignées à leur juste valeur	837	(629)	s.o.	208	s.o.
Variation nette des autres actifs et passifs désignés à leur juste valeur	1 194	187	s.o.	1 381	s.o.
Impôts exigibles	(457)	(377)	220	(834)	273
Divers, montant net	1 325	(1 742)	35	(417)	(1 855)
	9 753	(7 771)	2 425	1 982	(4 725)
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	(3 619)	5 554	(163)	1 935	769
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(14)	(69)	2 785	(83)	3 113
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat, montant net	2 517	(1 178)	(2 277)	1 339	7 357
Émission de titres secondaires	59	-	1 300	59	1 300
Remboursement de titres secondaires	-	-	(250)	-	(500)
Rachat d'actions privilégiées	-	(416)	-	(416)	-
Émission d'actions privilégiées	300	450	-	750	-
Émission d'actions ordinaires	21	50	39	71	79
Produit net tiré des actions autodétenues (achetées) vendues	(3)	18	1	15	(4)
Dividendes	(294)	(273)	(262)	(567)	(522)
Divers, montant net	(154)	353	(295)	199	(145)
	(1 187)	4 489	878	3 302	11 447
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 020	(2 494)	(765)	(1 474)	714
Prêts, déduction faite des remboursements	(5 976)	1 295	(2 301)	(4 681)	(1 946)
Produit des titrisations	1 698	2 537	1 868	4 235	3 894
Valeurs du compte de placement					
Achat de valeurs	s.o.	s.o.	(3 384)	s.o.	(9 395)
Produit de la vente de valeurs	s.o.	s.o.	1 247	s.o.	2 541
Produit à l'échéance de valeurs	s.o.	s.o.	896	s.o.	1 537
Valeurs disponibles à la vente					
Achat de valeurs	(2 618)	(1 787)	s.o.	(4 405)	s.o.
Produit de la vente de valeurs	3 353	1 462	s.o.	4 815	s.o.
Produit à l'échéance de valeurs	986	2 396	s.o.	3 382	s.o.
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente, montant net	(6 948)	1 464	(23)	(5 484)	(3 208)
Sorties nettes liées à l'acquisition ¹	(262)	(778)	-	(1 040)	(75)
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	-	(233)	-	(233)	(6)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	-	7	-	7
	(8 747)	3 862	(2 455)	(4 885)	(5 937)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(50)	41	(10)	(9)	(22)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(231)	621	838	390	763
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 938	1 317	1 235	1 317	1 310
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	1 707 \$	1 938 \$	2 073 \$	1 707 \$	2 073 \$
Intérêts versés au comptant	2 660 \$	3 126 \$	1 876 \$	5 786 \$	3 788 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au comptant	496 \$	545 \$	(123) \$	1 041 \$	(15) \$

1) Se rapporte principalement à l'acquisition de FirstCaribbean International Bank et à l'acquisition de la part restante des actionnaires sans contrôle dans INTRIA Items Inc.
s.o. Sans objet. Pour plus de précisions, voir l'état des résultats consolidé.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la «CIBC») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, figurant aux pages 80 à 130 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Au cours du premier trimestre de 2007, nous avons revu notre présentation de certains postes de revenu et de frais des périodes précédentes pour mieux refléter la nature de ces postes. Ainsi, certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le premier trimestre de 2007.

1. Modification des conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les chapitres 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865 «Couvertures» (y compris les modifications aux dispositions transitoires ratifiées par l'ICCA le 15 décembre 2006 sous la forme d'un avis du Conseil), 1530 «Résultat étendu» et 3251 «Capitaux propres» du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA).

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de négociation, désignés à la juste valeur, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. Il n'est plus possible de classer les actifs financiers à titre de valeurs du compte de placement en vertu des nouvelles règles. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des créances et des placements classés comme devant être détenus jusqu'à leur échéance, et les titres disponibles à la vente qui n'ont pas de cours sur un marché actif.

Les justes valeurs sont fondées sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Sinon, elles sont estimées à partir de plusieurs techniques et modèles d'évaluation. À partir du 1^{er} novembre 2006, le cours du marché des actifs et des passifs financiers classés comme détenus à des fins de négociation ou désignés à la juste valeur fait référence aux cours acheteur ou vendeur, lorsqu'ils sont disponibles, selon le cas, plutôt qu'aux cours de clôture. Lorsque les cours acheteur et vendeur ne sont pas disponibles, nous continuons d'utiliser le cours de clôture.

Les frais d'opération liés aux valeurs du compte de négociation et les valeurs désignées à la juste valeur sont

passés en charges dès qu'ils sont engagés. Les frais d'opération liés aux valeurs disponibles à la vente ou détenues jusqu'à leur échéance ou à des frais liés à des prêts et créances sont habituellement capitalisés et ensuite amortis sur la durée prévue de l'instrument, selon la méthode du taux effectif.

La comptabilisation à la date de règlement continue de s'appliquer dans tous les cas, à l'exception des variations de la juste valeur entre la date de l'opération et la date de règlement qui sont portées aux résultats pour les valeurs du compte de négociation et les valeurs désignées à la juste valeur, tandis que les variations de la juste valeur entre la date de l'opération et la date de règlement sont portées dans les autres éléments du résultat étendu pour les valeurs disponibles à la vente.

Classement des instruments financiers

Les actifs financiers **détenus à des fins de négociation** sont des valeurs achetées en vue de leur revente généralement à court terme. Les passifs financiers détenus à des fins de négociation comprennent des engagements liés à des valeurs vendues à découvert. Ils sont mesurés à leur juste valeur à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés sur cessions, et les gains et les pertes latents découlant de fluctuations de la valeur marchande sont toujours constatés dans le revenu de négociation. Les dividendes et l'intérêt gagnés ainsi que l'intérêt engagé sont inscrits respectivement dans le revenu d'intérêts et les frais d'intérêts. Les obligations liées aux valeurs vendues à découvert détenues à titre de couvertures économiques plutôt que détenues à des fins de négociation et désignées à la juste valeur sont également mesurées à la juste valeur, et les gains et les pertes réalisés et latents sont constatés dans divers revenus autres que d'intérêts.

Les actifs et passifs financiers **désignés à la juste valeur** sont ceux qu'une entité désigne, à leur constatation initiale, comme des instruments qui seront évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées dans l'état des résultats consolidé. Ils sont comptabilisés de la même manière que des actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation. En plus de l'exigence visant la disponibilité de justes valeurs fiables, des restrictions réglementaires sont imposées par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) quant à l'utilisation de cette désignation, notamment que les positions liées aux actifs de détail ne puissent être ainsi désignées et que les instruments financiers désignés à la juste valeur soient gérés selon leur juste valeur.

Les actifs financiers **détenus jusqu'à leur échéance** sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, autres que des prêts et des créances, qu'une entité a l'intention bien arrêtée et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ces actifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement. Nous n'avons actuellement désigné aucun actif financier comme détenu jusqu'à l'échéance.

Les actifs financiers *disponibles à la vente* sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme disponibles à la vente, ou qui n'ont pas été inclus dans les prêts et créances, les placements détenus jusqu'à leur échéance ou les valeurs détenues à des fins de négociation, ou alors désignées à la juste valeur. Les valeurs faisant partie de cette catégorie comprennent les titres d'emprunt et de participation, notamment les placements sur lesquels nous n'exerçons pas une influence notable. Sauf dans le cas de titres qui n'ont pas de cours sur un marché actif, les valeurs disponibles à la vente sont comptabilisées à la juste valeur, les gains et pertes latents étant portés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'elles subissent une perte de valeur durable, auquel cas le gain cumulé ou la perte cumulée est reclassé dans l'état des résultats consolidé. Les titres qui n'ont pas de cours sur un marché actif sont comptabilisés au coût. Les gains et pertes réalisés sur vente, calculés selon la méthode du coût moyen, et les moins-values visant à tenir compte des baisses de valeur durables sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts. Les revenus de dividendes et d'intérêts tirés de ces valeurs sont inclus dans le revenu d'intérêts.

Les *prêts et créances* sont toujours comptabilisés au coût après amortissement.

Les *passifs financiers* sont comptabilisés au coût après amortissement et comprennent tous les passifs, autres que des dérivés, les engagements liés à des valeurs vendues à découvert et les passifs pour lesquels l'option de la juste valeur a été appliquée.

Les *dérivés* sont toujours comptabilisés à la juste valeur et figurent à l'actif s'ils ont une juste valeur positive et au passif s'ils ont une juste valeur négative, dans les deux cas à titre d'instruments dérivés à la valeur marchande. Les dérivés intégrés à d'autres instruments financiers sont évalués à titre de dérivés distincts lorsque leurs caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement rattachés au contrat hôte; les caractéristiques du dérivé intégré sont les mêmes que celles d'un dérivé autonome, et le contrat dans son ensemble n'est pas détenu à des fins de négociation ni désigné à la juste valeur. Les dérivés intégrés sont classés avec l'instrument hôte et évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant constatées dans l'état des résultats consolidé. Nous avons choisi d'appliquer ce traitement comptable à tous les contrats hôtes comportant de tels dérivés intégrés au 1^{er} novembre 2006.

Titres

Le *cumul des autres éléments du résultat étendu* est présenté dans le bilan consolidé sous une rubrique distincte des capitaux propres (déduction faite des impôts et des taxes) et comprend les gains et les pertes nets latents sur les valeurs disponibles à la vente, la partie efficace des gains et les pertes sur les instruments dérivés désignés dans une couverture de flux de trésorerie efficace, ainsi que les gains et les pertes de change latents sur placements nets dans des établissements étrangers autonomes, déduction faite des gains ou pertes des couvertures connexes.

Comptabilité de couverture

Dans le cas où des dérivés sont détenus à des fins de gestion des risques et lorsque des opérations répondent aux critères prévus au chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, nous appliquons la comptabilité de couverture de juste valeur, la comptabilité de couverture de flux de trésorerie ou la comptabilité de couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, selon le cas, aux opérations de couverture de risque. Si la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, toute variation à la juste valeur d'un dérivé doit être portée en résultat, y compris les instruments détenus à des fins de couverture économique, comme les swaps position vendeur qui ne répondent pas aux exigences de la comptabilité de couverture.

Pour qu'un dérivé soit admissible à la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit être désignée et documentée en bonne et due forme lors de sa mise en place, en conformité avec le chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, et doit définir l'objectif et la stratégie propres à la gestion du risque particulier faisant l'objet de la couverture, l'actif, le passif ou les flux de trésorerie spécifiques couverts ainsi que la mesure de l'efficacité de la couverture.

Nous étayons notre évaluation de l'efficacité des dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de couverture destinées à compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts tant lors de la mise en place de la couverture que pendant toute sa durée. Il y a inefficacité dans la mesure où les variations de la juste valeur du dérivé de couverture diffèrent des variations de la juste valeur du risque couvert au sein de l'élément couvert, ou lorsque la variation cumulée de la juste valeur d'un dérivé de couverture diffère de la variation cumulée de la juste valeur des flux de trésorerie futurs attendus sur l'élément couvert. L'efficacité exige une corrélation étroite entre les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie. Le montant de l'inefficacité, sous réserve qu'il ne soit pas si important qu'il rende impossible la comptabilité de couverture à l'égard de la totalité de la couverture, est immédiatement constaté en résultat.

La variation de la juste valeur de dérivés et de non dérivés non désignés à des fins de comptabilité de couverture, mais ayant été utilisés pour couvrir, sur le plan économique, des actifs ou des passifs financiers désignés à la juste valeur, figure au revenu tiré des instruments financiers désignés à la juste valeur et des couvertures économiques connexes. La variation de la juste valeur des autres dérivés non désignés à des fins de comptabilité de couverture, mais ayant été utilisés à d'autres fins de couverture sur le plan économique, figure soit dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation, soit dans divers revenus autres que d'intérêts. La variation de la juste valeur de tout autre dérivé de négociation figure dans le revenu de négociation.

Couvertures de juste valeur

Nous désignons des couvertures de juste valeur dans le cadre des stratégies de gestion du risque de taux d'intérêt

qui utilisent des dérivés pour couvrir les variations de la juste valeur d'instruments financiers à taux fixes. Ces dérivés atténuent l'incidence sur les résultats de variations dans les taux d'intérêt en modifiant le taux de référence de l'élément couvert, donnant lieu à des rajustements du revenu net d'intérêts, contrebalancés par les variations de la juste valeur du dérivé de couverture, aussi constatées dans le revenu net d'intérêts. Ainsi, toute inefficacité dans la couverture, soit l'écart entre la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert résultant d'une modification du taux de référence, est également constatée dans le revenu net d'intérêts.

Nous désignons aussi des couvertures de juste valeur dans le cadre des stratégies de gestion du risque de change qui utilisent des dérivés ainsi que d'autres instruments financiers pour couvrir les variations de la juste valeur d'instruments financiers libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle. Ces dérivés atténuent l'incidence sur les résultats de variations dans les taux de change en modifiant le taux de référence de l'élément couvert, ce qui donne lieu à des imputations au revenu tiré des opérations de change autres que de négociation, contrebalancées par les variations de juste valeur de l'instrument financier de couverture, aussi constatées dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation. Ainsi, toute inefficacité de couverture est reflétée dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation.

La modification du taux de référence influant sur les résultats correspond à la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert. Si l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, ou si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, la relation de couverture prend fin et le montant comptabilisé au titre de la modification du taux de référence de l'élément couvert est amorti sur la durée résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est sorti du bilan, ce montant est immédiatement constaté dans les résultats.

Dès l'adoption des nouvelles normes, nous avons étayé à nouveau diverses relations de couverture de juste valeur, en vertu desquelles certains soldes de couverture reportés ont donné lieu à des rajustements de l'élément couvert en raison de la modification du taux de référence. L'inefficacité cumulée correspondant à ces couvertures a été constatée dans les bénéfices non répartis, de même que les soldes de couverture reportés ayant trait à des relations de couverture non poursuivies ou qui ne répondent pas à la condition d'efficacité selon les nouvelles règles.

Couvertures de flux de trésorerie

Nous désignons des couvertures de flux de trésorerie dans le cadre des stratégies de gestion des risques qui utilisent des dérivés ainsi que d'autres instruments financiers pour atténuer notre risque de variation des flux de trésorerie en convertissant certains instruments financiers à taux variable en instruments financiers à taux fixe et en constituant une couverture à l'égard des flux de trésorerie prévus en devise.

La partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats au cours d'exercices futurs, date à laquelle le montant qui figurait dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sera reclassé dans les résultats. La partie inefficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est constatée immédiatement lorsqu'elle se produit, soit dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation, soit dans le revenu net d'intérêts. Si l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, ou si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, la relation de couverture prend fin et tout montant résiduel dans le cumul des autres éléments du résultat étendu y reste jusqu'à ce qu'il soit constaté dans les résultats lorsque la variation des flux de trésorerie couverts ou l'opération prévue faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats. Lorsque la réalisation de l'opération prévue n'est plus probable, le gain cumulé ou la perte cumulée connexe ayant été présenté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est immédiatement reclassé dans les résultats.

Dès l'adoption des nouvelles normes, nous avons étayé à nouveau diverses relations de couverture de flux de trésorerie, en vertu desquelles des soldes de couverture reportés ont été inclus à titre de rajustement du cumul des autres éléments du résultat étendu. L'inefficacité cumulée correspondant à ces couvertures a été constatée dans les bénéfices non répartis, de même que les soldes de couverture reportés ayant trait à des relations de couverture non poursuivies ou qui ne répondent pas à la condition d'efficacité selon les nouvelles règles.

Couvertures des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes

Nous désignons des couvertures d'investissement net dans un établissement étranger pour protéger notre investissement dans les établissements étrangers autonomes contre les fluctuations défavorables des taux de change.

Ces couvertures sont comptabilisées de façon similaire aux couvertures de flux de trésorerie, où la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés faisant l'objet de la couverture est incluse dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que survienne une réduction de l'investissement net, date à laquelle tout gain ou toute perte dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est constaté dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation. La tranche inefficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est constatée dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation.

Ajustement transitoire

Tel qu'il est exigé, ces normes ont donné lieu à des ajustements aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu

au 1^{er} novembre 2006. Les soldes des périodes précédentes n'ont pas été retraités. L'adoption de ces normes a eu les répercussions suivantes :

En millions de dollars	Au 31 oct. 2006	Ajustement à l'adoption des nouvelles normes	Au 1 ^{er} nov. 2006
ACTIF			
Valeurs mobilières			
Compte de placement	21 167 \$	(21 167) \$	- \$
Disponibles à la vente	-	16 006	16 006
Compte de négociation	62 331	(552)	61 779
Désignées à la juste valeur	-	6 340	6 340
	83 498	627	84 125
Prêts	145 625	136	145 761
Juste valeur des instruments dérivés	17 122	1 585	18 707
Autres actifs	10 957	(1 701)	9 256
Incidence sur le total de l'actif	257 202 \$	647 \$	257 849 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts			
	202 891 \$	(44) \$	202 847 \$
Juste valeur des instruments dérivés	17 330	1 565	18 895
Autres passifs	14 716	(947)	13 769
Incidence sur le total du passif	234 937	574	235 511
Capitaux propres			
Écart de conversion	(442)	442	-
Bénéfices non répartis	7 268	(50)	7 218
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Écart de conversion	-	(442)	(442)
Pertes latentes sur valeurs disponibles à la vente	-	(29)	(29)
Gains sur couvertures de flux de trésorerie	-	152	152
Incidence sur les capitaux propres	6 826	73	6 899
Incidence sur le passif et les capitaux propres	241 763 \$	647 \$	242 410 \$

Le montant de 16 006 M\$ d'actifs financiers classés comme disponibles à la vente comprenait des montants de respectivement 15 429 M\$ (15 391 M\$ à la juste valeur) et de 615 M\$ (615 M\$ à la juste valeur) d'actifs financiers préalablement classés à titre de valeurs du compte de placement et d'autres actifs. Le montant de 6 340 M\$ d'actifs financiers classés comme titres désignés à la juste valeur comprenait des montants de respectivement 5 738 M\$ (5 799 M\$ à la juste valeur) et de 541 M\$ (541 M\$ à la juste valeur) d'actifs financiers préalablement classés à titre de valeurs du compte de placement et des valeurs du compte de négociation.

2. Acquisition

Première étape de l'acquisition

Le 22 décembre 2006, nous avons obtenu le contrôle de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) en faisant l'acquisition de 90 % de la participation de Barclay's Bank PLC's (Barclays) dans FirstCaribbean, ce qui constitue une participation additionnelle de 39,3 %. Par suite de cette opération (la «première étape de l'acquisition»), nous détenions au 31 janvier 2007 environ 83,0 % des actions ordinaires de FirstCaribbean, les autres actions ordinaires étant détenues par Barclays et par d'autres actionnaires minoritaires. Les actions ordinaires ont été acquises à 1,62 \$ US l'action, plus des dividendes à recevoir, pour une contrepartie au comptant totale de 989 M\$ US (1 153 M\$), payée à Barclays. En outre, nous avons engagé des frais d'opération, déduction faite des impôts et des taxes, de 7 M\$ US (8 M\$).

Deuxième étape de l'acquisition

Le 2 février 2007, dans le cadre d'une offre publique de rachat au même prix visant le reste des actions ordinaires détenues par Barclays et les autres actionnaires minoritaires, nous avons acquis une participation additionnelle de 8,5 % dans FirstCaribbean (la «deuxième étape de l'acquisition») pour une contrepartie supplémentaire au comptant de 212 M\$ US (250 M\$), ce qui a porté notre participation totale à 91,5 %. En outre, nous avons engagé des frais d'opération additionnels, déduction faite des impôts et des taxes, de 2 M\$ US (2 M\$).

Les opérations liées à la première étape de l'acquisition et à la deuxième étape de l'acquisition ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Les

résultats d'exploitation de FirstCaribbean ont été inclus dans ceux du secteur d'activité stratégique Marchés de détail CIBC dans les états financiers consolidés intermédiaires à compter du 22 décembre 2006. Avant cette date, nous avons comptabilisé notre participation de 43,7 % dans FirstCaribbean à la valeur de consolidation.

Le détail de la contrepartie totale versée et de la juste valeur de l'actif net acquis en vertu de la première étape de l'acquisition et de la deuxième étape de l'acquisition se présente comme suit :

En millions de dollars	Première étape de l'acquisition	Deuxième étape de l'acquisition	Total
Contrepartie globale			
Contrepartie de l'acquisition (versée au comptant)	1 153 \$	250 \$	1 403 \$
Coûts de l'opération, déduction faite des impôts	8	2	10
Valeur comptable du placement en actions dans FirstCaribbean avant l'acquisition	840	-	840
	2 001 \$	252 \$	2 253 \$
Juste valeur de l'actif net acquis			
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	3 107 \$	- \$	3 107 \$
Valeurs mobilières	3 934	-	3 934
Prêts	6 667	-	6 667
Écart d'acquisition	958	84	1 042
Autres actifs incorporels	267	45	312
Autres actifs	876	8	884
Total de l'actif acquis	15 809	137	15 946
Dépôts	10 921	-	10 921
Autres passifs	2 386	4	2 390
Titres secondaires	232	-	232
Participation sans contrôle	269	(119)	150
Total du passif pris en charge	13 808	(115)	13 693
Actif net acquis	2 001 \$	252 \$	2 253 \$

Il est possible que l'écart d'acquisition soit ajusté au cours de l'exercice 2007, dans le cadre de la répartition définitive du prix d'achat aux actifs acquis et aux passifs pris en charges de FirstCaribbean en vertu de la première étape de l'acquisition et de la deuxième étape de l'acquisition.

Par suite de l'opération liée à la deuxième étape de l'acquisition, le total des actifs incorporels acquis comprend des actifs incorporels au titre des dépôts de base et de la dénomination sociale de FirstCaribbean, respectivement évalués à 288 M\$ et 24 M\$. L'actif incorporel au titre des dépôts de base fait l'objet d'un amortissement de 12 % par année, selon la méthode de l'amortissement décroissant à taux constant, alors que la dénomination sociale, dont la durée de vie est indéfinie, n'est pas assujettie à l'amortissement.

L'écart d'acquisition constaté aux termes de la première étape de l'acquisition et de la deuxième étape de l'acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales.

3. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le	30 avril 2007			31 janvier 2007			30 avril 2006		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	636 \$	920 \$	1 556 \$	544 \$	900 \$	1 444 \$	647 \$	975 \$	1 622 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	190	(24)	166	143	-	143	163	(25)	138
Radiations	(220)	-	(220)	(224)	-	(224)	(208)	-	(208)
Recouvrements	22	-	22	53	-	53	50	-	50
Transfert de la provision générale vers la provision spécifique ¹	2	(2)	-	3	(3)	-	-	-	-
Divers ²	(8)	-	(8)	117	23	140	2	-	2
Solde à la fin de la période	622 \$	894 \$	1 516 \$	636 \$	920 \$	1 556 \$	654 \$	950 \$	1 604 \$
Composé de ce qui suit :									
Prêts	621 \$	894 \$	1 515 \$	634 \$	920 \$	1 554 \$	652 \$	950 \$	1 602 \$
Lettres de crédit ³	1	-	1	2	-	2	2	-	2

En millions de dollars, pour les six mois terminés le	30 avril 2007			30 avril 2006		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	544 \$	900 \$	1 444 \$	663 \$	975 \$	1 638 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	333	(24)	309	329	(25)	304
Radiations	(444)	-	(444)	(416)	-	(416)
Recouvrements	75	-	75	73	-	73
Transfert de la provision générale vers la provision spécifique ¹	5	(5)	-	-	-	-
Divers ²	109	23	132	5	-	5
Solde à la fin de la période	622 \$	894 \$	1 516 \$	654 \$	950 \$	1 604 \$
Composé de ce qui suit :						
Prêts	621 \$	894 \$	1 515 \$	652 \$	950 \$	1 602 \$
Lettres de crédit ³	1	-	1	2	-	2

1) Se rapporte au portefeuille des prêts étudiants.

2) Le premier trimestre de 2007 comprend 117 M\$ au titre de la provision spécifique et 23 M\$ au titre de la provision générale en raison de l'acquisition de FirstCaribbean.

3) Comprises dans les autres passifs.

4. Titrisations

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le				Pour les six mois terminés le		
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006		30 avril 2007	30 avril 2006	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Cartes	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Cartes
Titrisés	1 356 \$	3 850 \$	2 246 \$	109 \$	5 206 \$	5 031 \$	381 \$
Vendus ¹	1 707	2 549	1 768	109	4 256	3 533	381
Produit net au comptant	1 698	2 537	1 759	109	4 235	3 513	381
Droits conservés ²	34	33	27	9	67	58	32
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	16	10	9	-	26	17	1
Hypothèses sur les droits conservés :							
Taux de remboursement anticipé / de remboursement ³	11,0 - 39,0 %	11,0 - 39,0 %	11,0 - 39,0 %	43,8 %	11,0 - 39,0 %	11,0 - 39,0 %	43,5 - 43,8 %
Taux d'actualisation	4,1 - 4,4 %	4,1 - 4,3 %	4,1 - 4,6 %	9,0 %	4,1 - 4,4 %	3,5 - 4,6 %	9,0 %
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,1 %	0,0 - 0,1 %	0,0 - 0,1 %	3,6 %	0,0 - 0,1 %	0,0 - 0,1 %	3,6 %

1) Les actifs qui ne sont pas sortis du bilan sont constatés à titre de valeurs désignées à la juste valeur (valeurs du compte de placement en 2006) dans le bilan consolidé.

2) Les droits conservés découlant de la titrisation figurent comme valeurs disponibles à la vente (valeurs du compte de placement en 2006) dans le bilan consolidé.

3) Taux de remboursement anticipé annuel pour les prêts hypothécaires à l'habitation et taux de remboursement mensuel pour les cartes de crédit.

5. Opérations importantes de gestion du capital

Le 15 novembre 2006, nous avons émis 18 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 31, à dividende non cumulatif, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un montant total de 450 M\$.

Le 31 janvier 2007, nous avons racheté l'ensemble des 16 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 24, à dividende non cumulatif, en circulation, à un prix de 26,00 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 416 M\$.

Le 14 février 2007, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 32, à dividende non cumulatif, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un montant total de 300 M\$.

Au cours du trimestre, nous avons émis 0,4 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 21 M\$.

(1,3 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 71 M\$ pour les six mois terminés le 30 avril 2007), en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Le 30 avril 2007, la Bourse de Toronto a accepté notre avis d'intention de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les achats en vertu de l'offre de rachat ont commencé le 2 mai 2007 et prendront fin au plus tôt à la date où tous les rachats en vertu de l'offre seront terminés ou le 31 octobre 2007. En vertu de cette offre de rachat, nous pouvons racheter, de temps à autre, à des fins d'annulation, jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires. Au cours de la période s'échelonnant de la date de lancement de l'offre de rachat au 30 mai 2007, nous avons racheté et annulé environ 1,3 million d'actions à un prix moyen de 102,13 \$, pour une contrepartie totale de 130 M\$.

Approbation des organismes de réglementation pour le versement de dividendes

Nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79(5) de la *Loi sur les banques* (Canada), de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour les trimestres terminés le 31 janvier 2007 et le 30 avril 2007.

Le 20 avril 2007, l'article 79(5) de la *Loi sur les banques* a été abrogé et les approbations du BSIF ne seront plus exigées.

6. Cumul des autres éléments du résultat étendu (déduction faite des impôts)

En millions de dollars, au	30 avril 2007
Écart de conversion	(489) \$
Pertes latentes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(25) ¹
Gains sur couvertures de flux de trésorerie, montant net	132 ²
	(382) \$

- 1) Comprend une perte cumulée de 186 M\$ liée à des titres disponibles à la vente évalués à la juste valeur.
- 2) Un gain net de 22 M\$, reporté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, au 30 avril 2007, devrait être reclassé en résultat net au cours des 12 prochains mois. Les montants résiduels seront reclassés en résultat net sur des périodes maximales de 13 ans par la suite.

7. Juste valeur des instruments dérivés

En millions de dollars, au	30 avril 2007	
	Actif	Passif
Compte de négociation (note 8)	15 970 \$	15 993 \$
Couvertures comptables désignées (note 12)	731	291
Couvertures économiques ¹		
Couvertures économiques des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur	157	223
Autres couvertures économiques	375	717
	17 233 \$	17 224 \$

- 1) Comprend des dérivés qui ne sont pas des relations de couverture admissibles aux fins comptables selon le chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*.

8. Instruments financiers de négociation

Les tableaux suivants présentent l'actif et le passif ainsi que le revenu associés aux instruments financiers de négociation. Le revenu net d'intérêts provient des intérêts et des dividendes liés aux actifs et aux passifs de négociation, autres que des dérivés, déduction faite des frais d'intérêts et du revenu d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs. Le revenu autre que d'intérêts englobe les gains ou les pertes latents sur les positions en valeurs mobilières détenues, et les gains et les pertes réalisés à l'achat et à la vente de valeurs mobilières. Le revenu autre que d'intérêts comprend également tous les revenus tirés des instruments dérivés de négociation.

En millions de dollars, au	30 avril 2007	31 octobre 2006
Valeurs mobilières		
Titres d'emprunt	33 161 \$	28 493 \$
Titres	30 243	33 838
	63 404	62 331
Prêts		
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	-	3 641
Instruments dérivés	15 970	16 805
	79 374 \$	82 777 \$
Engagements liés à des valeurs		
vendues à découvert	13 651 \$	12 716 \$
Instruments dérivés	15 993	16 891
	29 644 \$	29 607 \$

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avr. 2007	31 janv. 2007	30 avr. 2006	30 avr. 2007	30 avr. 2006
Composition du revenu de négociation :					
Revenu d'intérêts	669 \$	729 \$	561 \$	1 398 \$	1 137 \$
Frais d'intérêts	842	920	697	1 762	1 337
Frais nets d'intérêts	(173)	(191)	(136)	(364)	(200)
Revenu autre que d'intérêts	296	375	307	671	569
	123 \$	184 \$	171 \$	307 \$	369 \$
Composition du revenu par gamme de produits :					
Taux d'intérêt	50 \$	65 \$	26 \$	115 \$	92 \$
Change	48	44	41	92	80
Actions	22	43	43	65	66
Marchandises	2	6	8	8	15
Divers	1	26	53 ¹	27	116 ¹
	123 \$	184 \$	171 \$	307 \$	369 \$

- 1) Comprend principalement des activités de négociation de prêts.

9. Instruments financiers désignés à la juste valeur

Les instruments financiers désignés à la juste valeur comprennent ce qui suit :

- Des prêts immobiliers commerciaux à taux fixes, des valeurs liées à l'immobilier et des prêts détenus pour couvrir des swaps structurés sur rendement total, de même que certains prêts couverts au moyen de dérivés de crédit sont désignés à la juste valeur en vue de réduire de façon importante les écarts d'évaluation qui résulteraient si les dérivés connexes étaient traités à

titre d'instruments de négociation et évalués à la valeur du marché et si les instruments financiers connexes étaient comptabilisés au coût après amortissement.

- Des prêts négociés sur le marché secondaire sont désignés à la juste valeur afin de faire correspondre la comptabilisation et les aspects économiques du portefeuille. Ces instruments financiers sont gérés à titre de prêts du compte de négociation suivant une stratégie de négociation étayée en vertu de laquelle les positions sont destinées à être vendues dans les six mois.
- Certains actifs financiers, notamment des titres adossés à des créances hypothécaires, des obligations et des bons du Trésor du gouvernement du Canada, des titres de créance, de même que des passif-dépôts à taux fixes sont désignés à la juste valeur en vue de réduire de façon importante les écarts d'évaluation qui résulteraient si les dérivés de couverture connexes, par exemple des swaps de taux d'intérêt, des swaps position vendeur et tout autre swap d'actif, étaient traités à titre d'instruments de négociation et évalués à la valeur du marché et si l'actif financier sous-jacent était comptabilisé au coût après amortissement

Les tableaux ci-dessous présentent l'actif et le passif désignés à la juste valeur, le revenu tiré de ces instruments financiers et le revenu et les pertes sur les dérivés utilisés pour couvrir les instruments financiers sur le plan économique. Le revenu net d'intérêts provient des intérêts et des dividendes liés aux actifs et aux passifs désignés à la juste valeur, déduction faite des frais d'intérêts et du revenu d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs. Le revenu autre que d'intérêts comprend les gains et pertes latents sur les actifs et les passifs désignés à la juste valeur ainsi que tous les revenus tirés des instruments dérivés détenus pour couvrir ces instruments financiers sur le plan économique.

	30 avril
En millions de dollars, au	2007
Actifs désignés à la juste valeur	
Valeurs mobilières	
Titres d'emprunt	6 132 \$
Prêts	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	4 225
	10 357 \$
Passifs désignés à la juste valeur	
Dépôts	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	5 502 \$
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	38
	5 540 \$

	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le
	30 avril	31 janvier	30 avril
En millions de dollars	2007	2007	2007
Revenu d'intérêts	143 \$	153 \$	296 \$
Frais d'intérêts	127	150	277
Revenu net d'intérêts	16	3	19
Revenu autre que d'intérêts			
Instruments financiers à la juste valeur	80	(11)	69
Couvertures économiques ¹	(21)	54	33
	59	43	102
	75 \$	46 \$	121 \$

1) Comprend les instruments dérivés détenus pour couvrir sur le plan économique les instruments financiers désignés à la juste valeur.

Dépôts désignés à la juste valeur

Au 30 avril 2007, la valeur comptable des dépôts désignés à la juste valeur était de 2 M\$, soit une valeur moindre que si les dépôts avaient été comptabilisés selon leur coût après amortissement.

Pour les trois mois et les six mois terminés le 30 avril 2007, la perte nette cumulée attribuable aux changements apportés au risque de crédit de la CIBC pour les dépôts désignés à la juste valeur a été négligeable.

10. Charges au titre des avantages sociaux futurs

	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
En millions de dollars	2007	2007	2006	2007	2006
Régime de retraite à prestations déterminées					
Régimes de retraite	47 \$	48 \$	52 \$	95 \$	102 \$
Autres régimes de retraite	11	8	18	19	37
	58 \$	56 \$	70 \$	114 \$	139 \$
Régime à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	5 \$	4 \$	4 \$	9 \$	7 \$
Régime de retraite d'État ¹	22	22	22	44	43
	27 \$	26 \$	26 \$	53 \$	50 \$

1) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et Federal Insurance Contributions Act des É.-U.

11. Bénéfice par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Résultat de base par action					
Bénéfice net	807 \$	770 \$	585 \$	1 577 \$	1 165 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(35)	(54)	(33)	(89)	(66)
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	772 \$	716 \$	552 \$	1 488 \$	1 099 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	337 320	336 486	335 147	336 896	334 745
Résultat de base par action	2,29 \$	2,13 \$	1,65 \$	4,42 \$	3,28 \$
Résultat dilué par action					
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	772 \$	716 \$	552 \$	1 488 \$	1 099 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	337 320	336 486	335 147	336 896	334 745
Ajouter le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	3 293	3 456	3 397	3 376	3 372
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	340 613	339 942	338 544	340 272	338 117
Résultat dilué par action	2,27 \$	2,11 \$	1,63 \$	4,37 \$	3,25 \$

- 1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 1 698 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 102,07 \$, du nombre moyen de 3 249 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 98,30 \$ et du nombre moyen de 10 151 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 84,69 \$, respectivement, pour les trois mois terminés le 30 avril 2007, le 31 janvier 2007 et le 30 avril 2006, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.
- 2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.

12. Couvertures désignées aux fins comptables

Un gain d'environ 3 M\$ (perte d'environ 2 M\$ pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007) lié à l'inefficacité nette a été inclus dans l'état des résultats consolidé du trimestre, découlant des activités de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie et de placements nets dans des établissements étrangers. La tranche des gains (pertes) sur dérivés ayant été exclue de l'évaluation quant à l'efficacité des couvertures de juste valeur et de flux de trésorerie figure dans l'état des résultats consolidé et est négligeable pour les trois mois et les six mois terminés le 30 avril 2007.

Les montants nominaux de référence et la valeur comptable des instruments dérivés de couverture figurent dans le tableau ci-après.

En millions de dollars, au	30 avril 2007		
	Dérivés – valeur nominale	Valeur comptable	
		Positive	Négative
Couvertures de juste valeur	70 742 \$	395 \$	285 \$
Couvertures de flux de trésorerie	5 081	239	6
Couvertures d'investissement net dans des établissements étrangers	6 154	97	-
	81 977 \$	731 \$	291 \$

De plus, des montants de 197 M\$ et de 16,3 G\$ de passif-dépôts libellés en monnaie étrangère ont été désignés respectivement à titre de couvertures de juste valeur relatives au risque de change et de risque lié à un placement net dans des établissements étrangers.

13. Garanties

En millions de dollars, au	30 avril 2007	31 octobre 2006
	Paiement maximum futur éventuel	Paiement maximum futur éventuel
Garantie pour prêt de valeurs avec indemnisation ¹	45 517 \$	37 921 \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	6 754	6 094
Facilités d'amélioration des termes du crédit	22	-
Options vendues à titre de dérivés de crédit	82 110	59 769
Autres contrats de dérivés	²	²
Autres contrats d'indemnisation	²	²

- 1) Comprennent le plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par la Société de titres mondiaux CIBC Mellon (STM), coentreprise à parts égales entre la CIBC et Mellon Financial Corporation.
- 2) Pour plus de précisions, se reporter à la page 120 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Au 30 avril 2007, nous avons un passif de 221 M\$ (43 M\$ au 31 octobre 2006) comptabilisé au bilan consolidé relativement aux garanties susmentionnées (à l'exclusion des autres contrats de dérivés). En ce qui a trait aux autres contrats de dérivés, nous avons un passif de 3,3 G\$ au 30 avril 2007 (5,4 G\$ au 31 octobre 2006) au bilan consolidé. Au 30 avril 2007, le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 63,2 G\$ (48,9 G\$ au 31 octobre 2006).

14. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, et Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Tel qu'il est indiqué à la note 2, les résultats de FirstCaribbean sont compris dans le secteur d'activité stratégique Marchés de détail CIBC depuis le 22 décembre 2006.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 134 \$	(140) \$	85 \$	1 079 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 107	812	52	1 971
	Revenu intersectoriel ¹	(52)	54	(2)	-
	Total des revenus	2 189	726	135	3 050
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	182	4	(20)	166
	Amortissement ²	31	5	35	71
	Frais autres que d'intérêts	1 322	519	64	1 905
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	654	198	56	908
	Charge d'impôts	64	1	26	91
	Participations sans contrôle	7	3	-	10
	Bénéfice net	583 \$	194 \$	30 \$	807 \$
Actif moyen³	213 981 \$	111 404 \$	703 \$	326 088 \$	
31 janvier 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 101 \$	(124) \$	82 \$	1 059 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 105	851	76	2 032
	Revenu intersectoriel ¹	(55)	57	(2)	-
	Total des revenus	2 151	784	156	3 091
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	153	(10)	-	143
	Amortissement ²	20	5	33	58
	Frais autres que d'intérêts	1 268	546	71	1 885
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	710	243	52	1 005
	Charge d'impôts	176	33	22	231
	Participations sans contrôle	4	-	-	4
	Bénéfice net	530 \$	210 \$	30 \$	770 \$
Actif moyen³	204 984 \$	110 594 \$	544 \$	316 122 \$	
30 avril 2006	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 058 \$	(83) \$	61 \$	1 036 \$
	Revenu autre que d'intérêts	970	636	135	1 741
	Revenu intersectoriel ¹	(53)	54	(1)	-
	Total des revenus	1 975	607	195	2 777
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	180	(16)	(26)	138
	Amortissement ²	20	5	34	59
	Frais autres que d'intérêts	1 217	500	60	1 777
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	558	118	127	803
	Charge d'impôts	126	7	57	190
	Participations sans contrôle	-	1	27	28
	Bénéfice net	432 \$	110 \$	43 \$	585 \$
Actif moyen³	186 162 \$	101 663 \$	603 \$	288 428 \$	

En millions de dollars, pour les six mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	2 235 \$	(264) \$	167 \$	2 138 \$
	Revenu autre que d'intérêts	2 212	1 663	128	4 003
	Revenu intersectoriel¹	(107)	111	(4)	-
	Total des revenus	4 340	1 510	291	6 141
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	335	(6)	(20)	309
	Amortissement²	51	10	68	129
	Frais autres que d'intérêts	2 590	1 065	135	3 790
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 364	441	108	1 913
	Charge d'impôts	240	34	48	322
	Participations sans contrôle	11	3	-	14
	Bénéfice net	1 113 \$	404 \$	60 \$	1 577 \$
	Actif moyen³	209 400 \$	111 000 \$	623 \$	321 023 \$
30 avril 2006	Revenu net (frais nets) d'intérêts	2 182 \$	(107) \$	109 \$	2 184 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 970	1 282	199	3 451
	Revenu intersectoriel¹	(109)	111	(2)	-
	Total des revenus	4 043	1 286	306	5 635
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	360	(31)	(25)	304
	Amortissement²	42	11	66	119
	Frais autres que d'intérêts	2 440	1 027	127	3 594
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 201	279	138	1 618
	Charge d'impôts	331	39	58	428
	Participations sans contrôle	-	2	23	25
	Bénéfice net	870 \$	238 \$	57 \$	1 165 \$
	Actif moyen³	185 341 \$	101 067 \$	622 \$	287 030 \$

1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.

15. Modifications comptables futures

Baux adossés

En juillet 2006, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, «Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie le SFAS 13, «Accounting Leases», dont certains aspects sont intégrés à l'abrégié 46 du CPN, «Baux adossés», de l'ICCA. Le FSP entrera en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la page 130 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Informations à fournir concernant le capital

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», en vertu duquel une entité doit divulguer les objectifs, les politiques

et les procédures de gestion de son capital. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Instruments financiers

En décembre 2006, l'ICCA a publié deux nouveaux chapitres, soit le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», et le chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation». Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la CIBC le 1^{er} novembre 2007.

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». Ces nouveaux chapitres augmentent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ses risques.